

Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère



Canadian Centre
for Foreign Policy
Development

Forum national

sur les relations internationales du Canada

L'Afrique



Toronto
Montréal
Saint John
Vancouver

LIBRARY E.A. / BIBLIOTHÈQUE A.E.



3 5036 01041538 1

DOCS

CA1 EA752 2002N12 EXF

National Forum on Canada's
International Relations

National Forum on Canada's
International Relations : Africa.

--

66130277

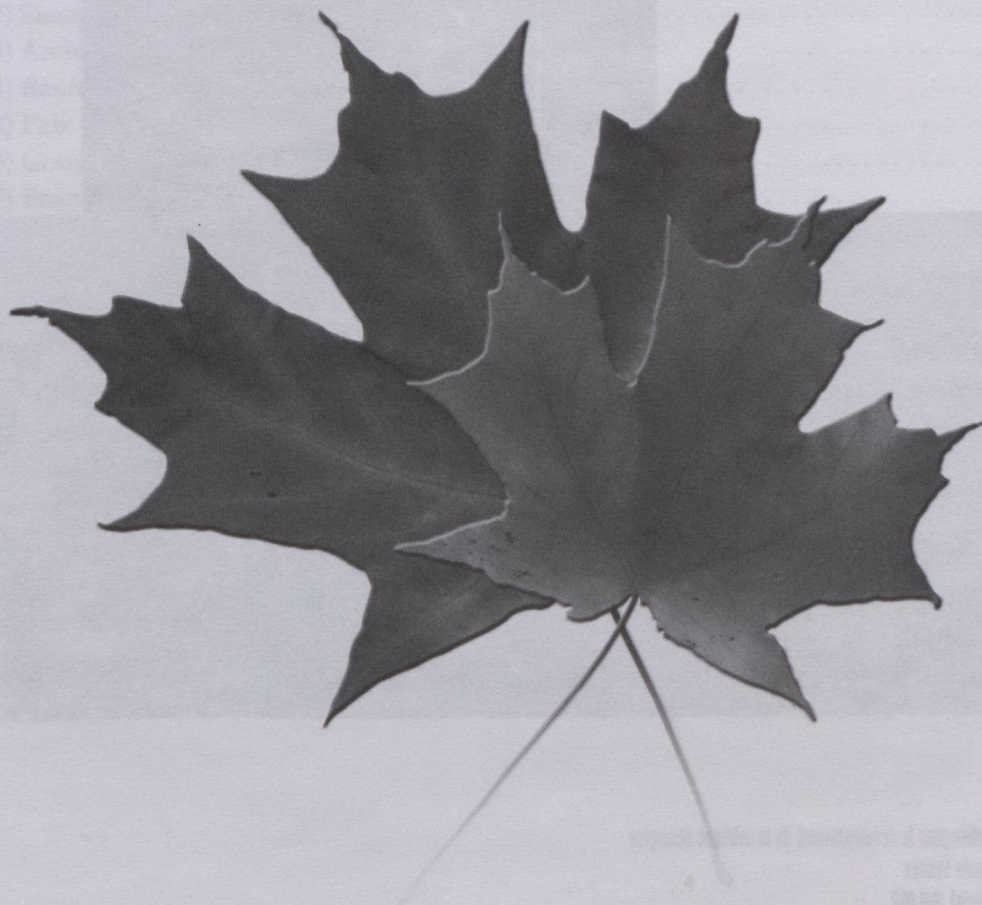


Table des matières

Forum national

sur les relations internationales du Canada

L'Afrique





Centre canadien pour le développement de la politique étrangère
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) H1A 0G2
Téléphone : (613) 944-8278 Télécopieur : (613) 944-0687
www.cfp-pec.gc.ca info.ccpd@dfait-maeci.gc.ca



Table des matières

**Discours d'ouverture par l'honorable Denis Paradis,
Secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie) iii**

**La lettre de remerciement par Steve Lee, Directeur exécutif,
Centre canadien pour le développement de la politique étrangère v**

**Les Africains d'abord — La voie à suivre pour la
politique canadienne sur l'Afrique 1**

**Options en matière de politiques — Ateliers du Forum
national sur l'Afrique 9**

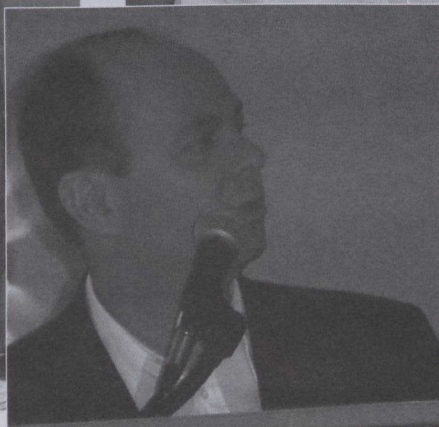
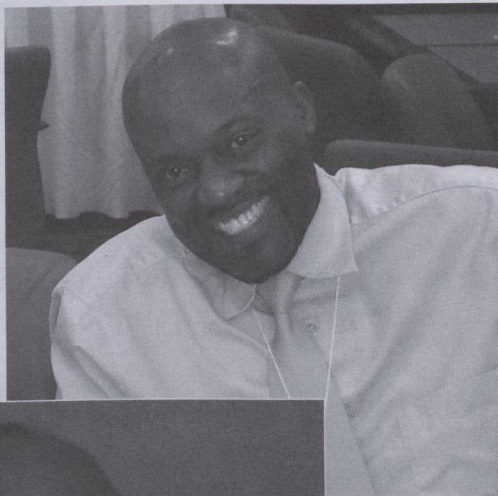
- (1) Généralités 9
- (2) Santé et affaires sociales 9
- (3) Architecture de l'aide 10
- (4) Renforcement des capacités/Éducation 11
- (5) Paix et sécurité 13
- (6) Gouvernance 13
- (7) Enjeux économiques et commerciaux 15
- (8) Environnement 16
- (9) Participation du public à la politique étrangère — diplomatie ouverte 17

**Documents et exposés principaux au Forum
national sur l'Afrique 19**

**Options stratégiques présentées dans des documents
reliés au Forum national sur l'Afrique 21**

Le point sur les relations Canada–Afrique 28

Participants 30



Canadian Centre
For Foreign Policy
Development





Department of Foreign Affairs
and International Trade



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

CANADA

Montréal

8 février 2002

Je voudrais féliciter l'Université du Québec à Montréal et le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère pour avoir organisé cette importante rencontre.

Je me réjouis de cette occasion de connaître votre point de vue et reconnais l'engagement et le dévouement que vous mettez au service des affaires africaines.

Votre participation confirme que les événements qui se produisent à l'étranger sont importants pour les Canadiens. La situation de l'Afrique est très particulière parce que c'est le continent le plus pauvre du monde et qu'il souffre de problèmes chroniques difficiles.

Ce mois-ci, le premier ministre Jean Chrétien a pris la parole devant des dirigeants et des gens d'affaires de partout, venus assister au Forum économique mondial de New York. Dans un monde bouleversé par les événements tragiques du 11 septembre, le discours du premier ministre n'avait qu'un thème : l'Afrique.

Le message du premier ministre exprimait à la fois l'inquiétude et l'espoir. Inquiétude parce que tous les indicateurs montrent qu'en dépit de l'aide au développement dispensée pendant des dizaines d'années, l'Afrique vit toujours en marge de notre univers mondialisé et court le risque de prendre un retard qu'il lui sera impossible de rattraper. L'Afrique est le seul continent où la pauvreté augmente, où l'espérance de vie de 47 ans est *en baisse* surtout à cause de la crise du VIH/sida, où plus de 140 millions de jeunes sont analphabètes et où une personne sur cinq est prise dans un conflit armé. Il y a cependant de l'espoir parce que les dirigeants progressistes africains ont adopté une nouvelle vision matérialisée dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ou NPDA. C'est une vision fondée sur la liberté et la démocratie, fondée aussi sur le principe que la clé du progrès en Afrique se trouve d'abord et avant tout entre les mains des Africains eux-mêmes.

...2



Le premier ministre a réaffirmé sa détermination à travailler avec les dirigeants africains engagés pour édifier et développer le NPDA. Le Canada jouera à cet égard un rôle de premier plan. Sous sa direction, le G8 élabore actuellement un plan d'action concret relatif à l'Afrique, qui doit être adopté en juin prochain au Sommet de Kananaskis.

Nous devons inverser les tendances qui ne manifestent en Afrique. Le Canada est conscient de l'ampleur du défi et des efforts de longue haleine qu'il imposera aussi bien aux Africains qu'au monde développé. Toutefois, toutes les nations ont l'obligation morale de s'attaquer au problème, et aussi un intérêt économique à le faire.

Le Canada apporte à cette entreprise des années d'expérience dans le domaine de l'aide innovatrice au développement et des liens étroits avec plus de quarante pays africains, dans le cadre de la Francophonie et du Commonwealth. Le Canada a été un chef de file dans le domaine de l'allégement de la dette. Nous avons radié plus d'un milliard de dollars de créances de pays en développement. En janvier 2001, le Canada a cessé de percevoir les remboursements provenant de onze pays pauvres très endettés. Le premier ministre a annoncé dans le dernier budget que 500 millions de dollars seraient réservés au soutien des objectifs du NPDA grâce à la mise en œuvre du plan d'action du G8 pour l'Afrique.

D'après le NPDA, cependant, l'allégement de la dette et l'aide ne suffisent pas en soi. La démocratie, la primauté du droit et une réglementation transparente, prévisible et respectée créent et maintiennent des conditions propices à la croissance économique. Nous devons également appuyer les efforts déployés par l'Afrique pour créer des conditions pouvant attirer davantage de ressources publiques et privées à court et à moyen terme. Le monde développé doit en même temps reconnaître que les perspectives d'investissement et de commerce sont très limitées si les Africains n'ont pas accès à nos marchés.

Il y a matière à réflexion dans le NPDA. Je vous souhaite bonne chance et beaucoup de succès dans vos travaux. Je suis impatient de lire le rapport final du Forum national.

L'honorable Denis Paradis, député
Secrétaire d'État
(Amérique latine et Afrique) (Francophonie)



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère



Canadian Centre
for Foreign Policy
Development

« Aujourd'hui, les Canadiens prennent vraiment une part active à la politique étrangère, comme ils ne l'ont jamais fait auparavant. J'aimerais avoir l'occasion de les consulter...dans les mois à venir. »

— Bill Graham, ministre des Affaires étrangères, 21 février 2002

Chers amis,

En janvier et février derniers, le Forum national sur l'Afrique a produit des recommandations stratégiques aussi importantes qu'utiles en prévision du Sommet de Kananaskis et de l'élaboration de la politique étrangère à long terme. Le Forum national a également donné l'occasion à des Canadiens, des Africains et d'autres d'explorer leurs intérêts communs et de renforcer leurs liens. Les recommandations et les conseils découlant du Forum national sur l'Afrique ont déjà été transmis aux décideurs, partout dans le gouvernement, pour qu'ils s'en inspirent dans leur travail courant.

Au total, quelque 400 personnes ont participé au Forum national sur l'Afrique : députés, fonctionnaires, experts universitaires, experts d'ONG, étudiants, représentants de jeunes, d'entreprises, de syndicats et d'organisations internationales et invités représentant les gouvernements et la société civile d'Afrique. Je suis particulièrement reconnaissant à tous les rapporteurs et aux animateurs de nos partenaires : Mary Lynne Bratti et Janice Stein (Centre d'études internationales, Université de Toronto, 25 janvier), Alex Macleod et Bonnie Campbell (Université du Québec à Montréal, 8 février), Andrea Thornton et Robert MacKinnon (Université du Nouveau-Brunswick, 15 février), Helen Augustin et Robert Anderson (Université Simon Fraser, 25 février).

À chacune de ces réunions, les participants ont demandé à être informés des suites données. C'est pour cette raison que nous publions ce rapport, qui comprend des activités d'élaboration de politiques découlant de certaines des recommandations du Forum national. Nous incluons aussi les renseignements les plus récents sur le Plan d'action pour l'Afrique. Vous trouverez sur le site Web du Forum national (www.ecommons.net/ccfpd-africa) un livre de visiteurs sous *Réactions*. Il y a également des renseignements à jour sur le site du G8 à www.g8.gc.ca.

Si vous disposez d'un lecteur multimédia pour Internet (RealPlayer ou Windows Media), vous pouvez visionner les exposés présentés par les experts au Forum national à www.ecommons.net/ccfpd-africa. Les fichiers ont été produits dans le cadre de notre partenariat avec byDesign eLab. Nous disposons également des fichiers vidéo d'autres discussions politiques récentes, dont *Le choc des civilisations*, *Nouvelles directions de la politique étrangère américaine* et *L'avenir des relations Canada-Europe*. Ce sont là de précieux outils éducatifs.

...2



Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier l'honorable Denis Paradis, député (secrétaire d'État pour l'Amérique latine, l'Afrique et la Francophonie), l'honorable Jean Augustine, députée (actuellement secrétaire d'État au Multiculturalisme et à la Situation de la femme), Elsie Wayne, députée, Keith Martin, député, Elizabeth Weir, députée provinciale, le sous-ministre adjoint John Higginbotham (ministère des Affaires étrangères et du Commerce international), Rémi Gosselin du gouvernement du Québec et Raj Venugopal du Gouvernement du Nouveau-Brunswick pour leur participation. Plusieurs invités étrangers comptaient parmi les éminents orateurs : Francis Deng (représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les personnes déplacées dans leur propre pays), Wendy Mayimele (Haut-commissariat de L'Afrique du Sud), Célestin Monga et Julie McLaughlin (Banque mondiale, Washington, D.C.), Chris Fomunyoh (National Democratic Institute, Washington, D.C.), John Mwaniki (Development Innovations and Networks, Zimbabwe), Meredith Turshen (Université Rutgers, New Jersey), Howard Stein (Université Roosevelt, Chicago) et Dieudonné Ouédraogo (Centre national des recherches scientifiques, Burkina Faso). Kathryn Dunlop (analyste, Programme de l'Afrique australe, Agence canadienne de développement international) a participé aux quatre réunions, de même que plusieurs responsables du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, dont Ellen Wright (directrice adjointe, Plan d'action du G8 pour l'Afrique, Bureau de gestion du Sommet du G8) et Percy Abols (Agent de la politique économique, Direction des relations économiques avec les pays en voie de développement), sous la direction d'Arthur Perron, directeur général, Direction générale de l'Afrique. Je tiens en même temps à remercier tous ceux qui ont participé aux tables rondes préparatoires tenues à Ottawa le 25 octobre et le 15 novembre 2001.

Le Forum national n'aurait pas été possible sans les efforts inlassables de notre organisatrice Julie Rechel. Je veux également remercier Suman Bhattacharyya, rapporteur en chef, et Chantale Walker, responsable de nos communications, pour la production du rapport.

Les participants au Forum national sur l'Afrique et tous les autres intéressés sont invités à nous transmettre leurs commentaires et leurs suggestions. Nous serions également heureux de recevoir vos propositions de projet pour l'élaboration de la politique étrangère du Canada. Nous avons un fonds qui nous permet d'appuyer de tels projets. Vous trouverez des détails à ce sujet sur notre site Web, à www.cfp-pec.gc.ca. Votre participation est très appréciée. La contribution du public et les partenariats en politique étrangère ont pris une nouvelle importance au cours de l'année dernière tandis que le Canada affronte les nouveaux défis et les nouvelles incertitudes de l'environnement international. Nous attendons de vos nouvelles.

Cordialement,

Steve Lee
Directeur exécutif
mai 2002



Les Africains d'abord — La voie à suivre pour la politique canadienne sur l'Afrique

Introduction

En janvier et février 2002, le Forum national sur l'Afrique s'est déroulé dans le contexte du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique¹, du leadership exercé par le premier ministre Jean Chrétien au sein du G-8, dans le dossier de l'Afrique, et de la volonté de développer davantage la politique étrangère à long terme du Canada à l'égard de l'Afrique. Le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, épaulé par nos partenaires hôtes, a réuni presque 400 Canadiens, Africains et personnes d'autres origines représentant des universités, des organisations non gouvernementales, des groupes professionnels, des parlements, le monde des affaires, les travailleurs, les jeunes et les organisations internationales pour donner des conseils sur la politique canadienne à l'égard de l'Afrique². Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie), l'honorable Denis Paradis, député, et des fonctionnaires de plusieurs ministères étaient également présents. Les conseils et recommandations sur la politique regroupées dans le présent rapport (pages 9 à 17) sont le fruit des délibérations de 14 groupes de travail qui ont été à l'œuvre lors des réunions du Forum national tenues à Toronto, à Montréal,

à Saint John et à Vancouver, en janvier et février 2002. On trouvera à l'adresse www.ecommons.net/ccfpd-africa les archives vidéo de toutes les plénières du Forum national.

Vue d'ensemble

Les participants du Forum national proposent une démarche intégrée, en matière de politique, qui place les besoins des Africains au centre de toutes les initiatives canadiennes. Selon eux, cette approche intégrée doit englober la paix et la sécurité, la structure de l'aide, les questions commerciales et économiques, la gestion des affaires publiques et l'édification des institutions, les questions de santé et sociales, l'environnement et la participation du public à la politique étrangère.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à Vancouver, au Forum national sur l'Afrique, M. Francis Deng, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les personnes déplacées dans leur propre pays, a mis l'accent sur la nécessité de donner aux Africains les moyens d'encourager le « développement de l'intérieur » :

¹ Avec ses partenaires, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE), au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, se charge de tenir le Forum national sur les relations internationales du Canada (depuis 1996). L'objectif du Forum national est de donner des conseils sur l'élaboration à long terme de la politique étrangère du Canada. Les rapports antérieurs du Forum national sont archivés sur le site Web du CCDPE (www.cfp-pec.gc.ca).

² Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) a été appuyé par les 53 États membres de l'Organisation de l'unité africaine. Dans le cadre de ce nouveau partenariat, les dirigeants africains proposent d'améliorer la gestion des affaires publiques, de s'attaquer au problème des conflits armés, de combler le fossé numérique, de chercher des investissements et des débouchés sur de nouveaux marchés et d'améliorer les services de santé et d'éducation. Le document intégral se trouve à l'adresse www.africaninitiative.org/Documents/AA0010101.pdf.



« Il faut prendre conscience de la mesure dans laquelle un peuple donné, dans un contexte particulier, avec une longue expérience de la gestion de ses propres affaires, a élaboré des normes et des principes de fonctionnement pour faire face aux conflits, respecter la dignité humaine et percevoir le développement non comme un apport de l'extérieur, mais comme un processus de renforcement qui vient de l'intérieur. » (25 février 2002)

D'une manière analogue, l'affirmation des besoins des Africains, au premier plan de la politique publique, est un élément central du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, approche globale établie par les dirigeants africains au Sommet du G-8, à Gênes, en 2001.

Définition d'une politique plus claire sur l'Afrique

Les participants au Forum sont généralement d'accord pour dire que le Canada devrait orienter de façon plus claire sa politique étrangère sur l'Afrique. À cette fin, il faudrait affecter des ressources plus importantes (financières et autres) pour l'Afrique. Au niveau politique, le Canada devrait, selon

certain participants, établir un poste de secrétaire d'État qui se consacrerait exclusivement à l'Afrique. En outre, deux moyens sont proposés pour aider les décideurs à concevoir une politique plus cohérente sur l'Afrique : un cadre qui table sur des réussites antérieures en politique étrangère et une politique reposant sur une liste par ordre de priorité des éléments principaux du développement.

Paix et sécurité, condition préalable au développement

Rejetant une conception de la sécurité qui se limite au militaire, la plupart des participants affirment que le Canada devrait maintenir le cap sur la sécurité humaine. À cette fin, le Canada doit faire porter ses efforts sur le règlement des conflits violents pour constituer les assises minimums de la sécurité et de la stabilité. Cette stabilité est considérée comme une condition préalable à l'investissement. Toujours dans l'optique de l'approche de la sécurité humaine, les participants sont d'avis que l'engagement actuel du Canada à mettre un terme au trafic des armes légères et à faire respecter l'interdiction des mines antipersonnel devraient être des éléments centraux au prochain sommet du G-8, à Kananaskis. Dans sa promotion de la

S'il est une région du monde qui justifie une approche plus cohérente et plus institutionnalisée de la sécurité humaine, c'est bien l'Afrique. S'il est vrai que les menaces militaires classiques durent toujours, on ne peut parvenir, en mettant l'accent exclusivement sur elles, qu'à une compréhension limitée des origines de l'insécurité dans le monde contemporain...En dernier recours, les solutions aux problèmes de la sécurité en Afrique devront venir du continent même, grâce à une mobilisation plus constructive qui concilie solidarité éthique et intérêts propres. Cela est nécessaire pour faciliter la transition vers une paix plus durable.

James Busumtwi-Sam
 Professeur adjoint, département des sciences politiques, Simon Fraser University
 (Vancouver, 25 février 2002)



Pour participer aux échanges mondiaux dans les domaines du commerce, de l'investissement et des communications, il faut que les pays en développement aient des capacités, mesures incitatives, réglementations, organisations et institutions nouvelles. L'objectif visé est de renforcer la compétitivité, d'accentuer la diversité économique, d'étoffer l'appareil économique et de multiplier les liens économiques.

Howard Stein

Professeur canadien d'économie, Roosevelt University, Chicago
(Toronto, 25 janvier 2002)

sécurité humaine, le Canada devrait aussi aborder la question du recrutement d'enfants par les forces militaires.

Bien que les recommandations du Forum sur la sécurité humaine et la prévention des conflits occupent une place centrale, les participants n'avancent pas de propositions précises sur le règlement des conflits. En outre, certains recommandent de chercher à instaurer la paix et la sécurité par des moyens plus classiques. D'après leurs conseils, le Canada devrait jouer un rôle plus affirmé pour soutenir les efforts régionaux et sous-régionaux visant à mettre en place une force militaire africaine d'intervention rapide. D'autres signalent que le Canada devrait appuyer un pacte de sécurité militaire africain plus solide et mieux financé.

Meilleure utilisation de l'aide

Au cours des échanges sur la structure de l'aide, les participants lancent au Canada un appel quasi unanime pour qu'il augmente son Aide publique au développement (APD) pour atteindre l'objectif international de 0,7 % du PIB. Ils expriment des points de vue divers sur la façon dont le Canada pouvait accroître l'efficacité de son APD. À une écrasante majorité, ils font valoir qu'il faut rigoureusement limiter ou éliminer la conditionalité dans toutes les formes d'aide au développement. D'autres font observer que, s'il y a des conditions, le Canada devrait

promouvoir un examen par les pairs : les États africains surveilleraient les uns chez les autres le respect des conditions prescrites.

Des participants soutiennent que les programmes d'aide devraient être dirigés vers les groupes socioéconomiques défavorisés, comme les femmes et les enfants. D'autres ont avancé l'idée que l'aide devrait être destinée à des groupes de pays particuliers. Deux opinions s'affrontent : axer l'aide vers les pays ayant une importance stratégique et susceptibles de faciliter la croissance économique et le développement dans la région (les plus prometteurs); ou bien orienter l'aide vers les pays qui ont le moins de ressources et de capacité (les plus pauvres parmi les pauvres).

Promotion du commerce et de l'investissement

Les participants préconisent l'élimination des barrières commerciales pour promouvoir l'investissement et le développement économique dans les pays d'Afrique. Pour atteindre cet objectif, la plupart des participants exhortent le Canada à prendre des mesures pour améliorer l'accès au marché pour les produits africains et à exercer des pressions auprès d'autres pays industrialisés pour qu'ils en fassent autant. D'autres soutiennent toutefois que le Canada devrait plutôt adopter un traitement préférentiel des droits tarifaires, tout en



Au lieu de lancer un projet individuel dont nous serions fiers, il importe d'aider l'État et le pays à se charger eux-mêmes des programmes...Les projets des États aident à développer les pays. Nous devons aider l'État et travailler à la constitution d'une capacité étatique au côté de son secteur privé, et les médias ont un rôle fondamental à jouer. Il ne s'agit pas de réaliser des projets spectaculaires. Former des journalistes peut être cent fois plus important pour le développement que la construction d'une route qui ne sera pas entretenue.

Célestin Monga

Économiste régional, Groupe macroéconomique de l'Afrique, Banque mondiale
(Montréal, 8 février 2002)

accordant aux pays en développement une plus grande souplesse. Autre formule proposée, le Canada ne devrait pas insister pour que les États africains libéralisent leurs échanges; les pays d'Afrique devraient pouvoir conserver des « options stratégiques en politique commerciale », dont le protectionnisme.

La promotion des exportations africaines est également à l'avant-plan des délibérations. On ne s'entend pas pour dire si le Canada devrait ou non continuer de soutenir ces programmes. Si la majorité des participants se prononcent en faveur de la promotion de l'exportation des produits africains, d'autres s'interrogent sur la nécessité de soutenir ces programmes sans faire une évaluation de l'effet de distribution en faveur des pauvres et d'autres groupes socio-économiquement défavorisés.

En outre, tout en continuant à encourager les investissements canadiens en Afrique, beaucoup préconisent que le Canada se donne un rôle de chef de file pour promouvoir la responsabilité sociale dans les entreprises. Selon eux, on peut le faire en élaborant des codes d'éthique exécutoires pour les sociétés canadiennes et en assurant une surveillance indépendante de leurs activités. Au niveau international, le Canada devrait donner l'exemple en jouant un rôle de premier plan dans l'établissement de lignes directrices progressistes en politique commerciale à l'Organisation

Mondiale du Commerce (OMC) et dans d'autres organisations internationales.

Les participants signalent encore que le Canada devrait annuler toutes les dettes bilatérales et préconiser l'annulation de toutes les dettes multilatérales contractées auprès du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et des banques régionales de développement. D'autres ajoutent que le Canada devrait accélérer le programme des pays pauvres très endettés (PPTE) afin d'alléger leur dette en échange d'une bonne performance.

Renforcement de la gestion des affaires publiques

Les conseils portant sur la gestion des affaires publiques gravitent surtout autour de la constitution des institutions. Il est plus particulièrement proposé que le Canada joue un rôle actif pour soutenir la réforme du secteur public, le renouvellement des infrastructures, la transparence dans le financement de l'État, la liberté des médias et les projets de développement pris en main et dirigés au niveau local. Dans toutes les réunions, les participants signalent que le Canada ne devrait pas tenter d'imposer un régime de gouvernement d'inspiration occidentale aux États africains. Il est plutôt recommandé que le Canada collabore avec les États africains à l'élaboration de régimes politiques adaptés au contexte africain. Les



participants expriment néanmoins l'avis que des éléments centraux de la démocratie occidentale devraient être repris dans les États africains. En outre, des recommandations préconisant un soutien plus ferme pour les « organes de gouvernement » se sont aussi inspirées de modèles occidentaux, notamment la création d'un système de « freins et contrepoids » dans les gouvernements. Pour corriger ce qui semble un accent excessif sur « les dehors de la démocratie », certains participants soutiennent que la politique canadienne devrait être axée davantage sur la recherche de solutions aux causes profondes de la faiblesse de la gestion des affaires publiques dans de nombreux États africains ».

Encourager l'autarcie par l'éducation

On soutient qu'il faut des initiatives en matière d'éducation, tant au Canada qu'en Afrique, pour constituer une capacité sur le terrain. Des participants proposent que le ministère des Affaires extérieures et du Commerce international du Canada (MAECI) déploie un effort mieux concerté pour renseigner les Canadiens sur les questions de politique étrangère, notamment sur la participation du

Canada aux affaires africaines. Ils pourraient ainsi faire une contribution plus éclairée à l'élaboration de la politique. En outre, il faudrait encourager et soutenir les études africaines au Canada, surtout au niveau universitaire. Il est également proposé de sensibiliser les Canadiens par un soutien accru de la compréhension des différences culturelles, de façon à mieux faire connaître l'Afrique au Canada.

Quant à la façon idéale de contribuer au renforcement des capacités et à l'éducation en Afrique, les opinions divergent. Un groupe propose que le Canada prenne des mesures plus importantes (davantage de programmes de bourses et d'échanges) pour que ceux qui seront peut-être un jour des dirigeants en Afrique puissent étudier au Canada et transmettre leur formation et leurs compétences dans leur pays d'origine. Cela comprendrait la formation universitaire proprement dite et les programmes d'alternance travail-études. Pour d'autres, il faudrait mettre sur pied au Canada un institut de développement des capacités à l'intention des Africains. Par contre, certains estiment que l'aide idéale que le Canada pourrait apporter pour répondre aux besoins en éducation des Africains consisterait à envoyer des Canadiens compétents

Si nous n'avons pas les solutions, que pouvons-nous offrir à l'Afrique? L'argent seul, nous l'avons constaté, n'est pas la solution. Je dirais que la solution est l'information, pour que l'Afrique puisse définir ses propres solutions...notre objectif n'est pas d'obtenir dans l'immédiat des progrès durables dans les résultats, mais de donner aux gouvernements africains les moyens de planifier, d'établir des priorités, de définir des stratégies locales en s'appuyant sur des données mondiales et d'exiger et de répartir efficacement les ressources internes et extérieures.

Julie McLaughlin

Spécialistes de la santé, Développement humain, Afrique orientale et australe

Banque mondiale

(Toronto, 25 janvier 2002)



pour renforcer les capacités sur place. Plusieurs initiatives sont proposées à cet effet, dont des échanges de professeurs et autres spécialistes et des programmes visant à aider les jeunes à comprendre les différences culturelles. Il est vivement recommandé, pour mieux soutenir les efforts d'assistance et de développement, que le Canada se constitue une réserve de personnes ressources compétentes, à commencer les participants au Forum national. Au niveau international, les participants font remarquer que le Canada pourrait fournir une formation et une aide techniques aux pays d'Afrique dans les négociations à l'OMC et au sein d'autres organisations internationales.

Santé et bien-être au premier plan

Globalement, le Canada devrait appliquer une certaine hiérarchie des besoins fondamentaux, tout en ayant un solide engagement en éducation. À l'intérieur de cette hiérarchie, selon les participants, les soins de santé doivent être parmi les grandes priorités : recherche et développement sur des maladies qui sévissent en Afrique, comme la malaria et la tuberculose; efforts pour que des médicaments de prix abordable (surtout pour le traitement du VIH/sida) soient à la disposition de la majorité des Africains et plus particulièrement des femmes enceintes; accent sur la lutte contre le VIH/sida, comme priorité en soi. Pour atteindre

les objectifs du Canada en matière de santé, il faut lancer des programmes d'information pour prévenir la propagation du VIH/sida et assurer les transferts de technologie qui s'imposent. En outre, d'autres participants croient qu'il faudrait mettre sur pied des programmes d'échange entre médecins africains et canadiens dans le cadre d'un effort de renforcement des capacités qui serait mutuellement bénéfique. Parmi les autres grandes priorités, signalons ce qui suit : application des normes de travail définies par l'Organisation mondiale du travail (OIT); effort concerté de promotion des droits de l'enfant par des moyens diplomatiques; soutien des projets de recensement qui sont souvent des composantes primaires pour la planification de l'économie et du développement.

Il est soutenu que le Canada devrait élaborer une politique plus cohérente sur les Organisations non-gouvernemental (ONG). À cette fin, le gouvernement canadien devrait élaborer un cadre réglementaire à l'intention des ONG comprenant une surveillance indépendante des activités qui ne compromettrait pas leur travail. Il faudrait aussi encourager le dialogue entre les ONG canadiennes et africaines.

Protection de l'environnement et promotion de l'agriculture

Les politiques d'aide du Canada devraient causer un tort minime à l'environnement. Il est signalé

Il n'est guère utile de rappeler, dans une assemblée comme celle-ci, que, à moins de mettre un terme à la violence et aux guerres civiles en Afrique et de protéger tous les droits fondamentaux — politiques, civils et socioéconomiques — des limites ne tarderont sans doute pas à se profiler devant ce qu'on peut réaliser même au prix des meilleurs efforts de réduction de la pauvreté et de développement durable...Selon moi, les Canadiens seraient très fiers d'un gouvernement qui s'allie aux autres pour faire avancer le G-8 et le monde vers des interventions plus constructives afin de relever les défis du développement en Afrique.

Gerry Helleiner

Professeur émérite d'économie et chercheur universitaire distingué

Munk Centre for International Studies, Université de Toronto

(Toronto, 25 janvier 2002)



notamment que les projets canadiens ne doivent pas compromettre la salubrité des aliments. Les participants recommandent, pour garantir que l'aide du Canada à l'Afrique soit respectueuse de l'environnement, que le Canada encourage un organisme canadien ou international à réaliser une étude d'impact environnemental et social sur toutes les mesures d'aide et les mesures commerciales proposées. En outre, pour éviter que les États africains ne deviennent dépendants des produits importés, le Canada devrait promouvoir l'investissement dans l'agriculture africaine. Enfin, il faudrait faire une promotion active des programmes locaux de gestion de l'environnement afin de protéger l'environnement et de garantir la pérennité des ressources naturelles.

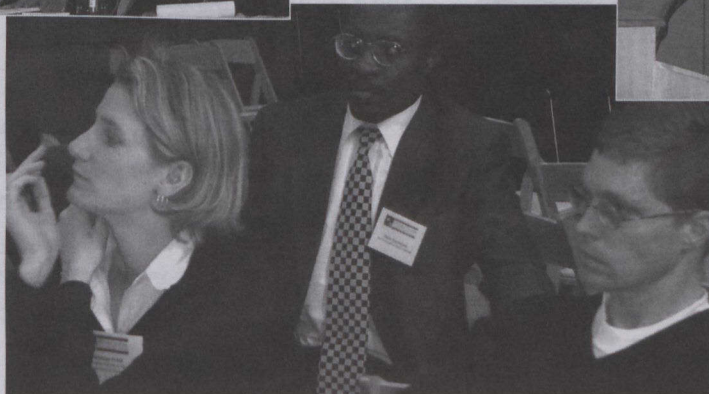
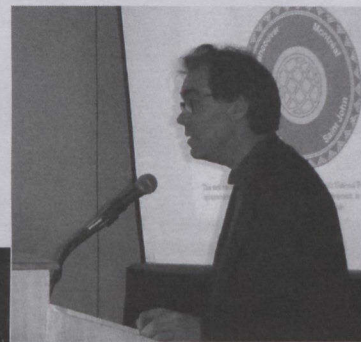
Mobilisation de la société civile

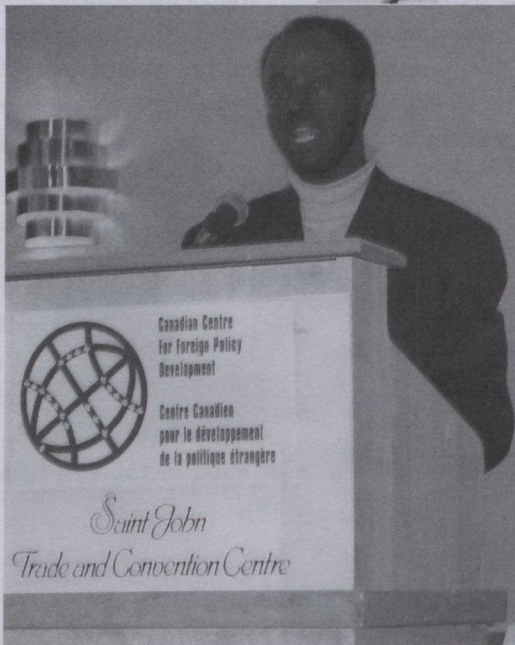
La mobilisation de la société civile, aussi bien au Canada qu'en Afrique, est désignée comme un élément important dans toute politique à long terme équilibrée. À cette fin, certains ont proposé que le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international cherche de nouvelles occasions de dialoguer avec la société civile africaine. Les participants recommandent encore

que les Africains jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration du plan d'action du Canada pour l'Afrique. De plus, dans l'application de la politique du Canada sur l'Afrique, le ministère doit exploiter les compétences des africanistes au Canada et des Canadiens d'origine africaine. Le gouvernement du Canada doit aussi tenir la population au courant des progrès accomplis dans la réalisation du Plan d'action sur l'Afrique et d'autres faits nouveaux dans les relations canado-africaines après le sommet du G-8.

Conclusion

Le Canada devrait élaborer une approche multiple dans ses relations avec l'Afrique. Ses politiques devraient être axées sur les besoins des Africains ordinaires. Le Forum national a mis en évidence la volonté de consentir un effort de renforcement de capacités hautement développées et multidisciplinaires pour soutenir les mesures d'aide et de développement, de mieux assurer la sécurité régionale et de susciter un climat d'investissement favorable. Les participants au Forum national ont encore insisté sur le rôle de la société civile, en Afrique et au Canada, dans l'élaboration de la politique et dans les relations canado-africaines.







Options en matière de politiques

Ateliers du Forum national sur l'Afrique

(Toronto, Montréal, Saint John et Vancouver)

Généralités

- | | |
|---|---|
| <p>1.1 Le Canada doit définir plus clairement ses politiques à l'égard de l'Afrique.</p> <p>1.2 Le gouvernement du Canada doit consacrer plus d'attention et de ressources à l'Afrique. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international devrait par exemple mettre sur pied un secrétariat d'État exclusivement pour l'Afrique.</p> | <p>1.3 Dans les nouveaux projets et initiatives, le Canada doit tabler sur les réussites et les forces dans les régions où il est déjà reconnu comme un chef de file mondial, notamment à propos du conflit sur les diamants et de l'élimination des mines terrestres.</p> <p>1.4 Le gouvernement canadien devrait déterminer les éléments clés du développement et orienter sa politique sur l'Afrique à partir de ces éléments.</p> |
|---|---|

Santé et affaires sociales

- | | |
|--|---|
| <p>2.1 Les projets de développement du Canada devraient être axés sur les personnes et placer les besoins des citoyens en tête de liste des priorités. À cette fin, la politique étrangère devrait être centrée sur les besoins essentiels, par ordre de priorité.</p> <p>2.2 Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international devrait faire pression sur les sociétés canadiennes pour qu'elles offrent des services sociaux aux collectivités africaines.</p> <p>2.3 Le Canada devrait promouvoir les soins de santé primaires en regard des droits de la personne, ainsi que la recherche-développement sur les maladies africaines, notamment la malaria et la tuberculose.</p> | <p>2.4 Le Canada devrait faire de l'atténuation de l'incidence du VIH/sida une priorité en soi et, à cette fin, veiller à ce que des médicaments à prix abordable pour le traitement du VIH/sida soient à la disposition de la majorité des Africains, en particulier des femmes enceintes.</p> <p>2.5 Le Canada devrait s'assurer que les questions relatives aux brevets et aux licences ne compromettent pas la disponibilité de médicaments à prix abordable pour le traitement du VIH/sida pour la majorité des Africains.</p> <p>2.6 L'éducation sur la prévention et la propagation du VIH/sida, ainsi que les transferts de technologie appropriés, devraient former un élément majeur des initiatives canadiennes en matière de politiques en Afrique.</p> |
|--|---|



- 2.7 Il conviendrait de mettre en place un programme d'échange entre médecins africains et canadiens.
- 2.8 Le Canada devrait aussi encourager l'application de normes du travail selon les lignes directrices de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans ses initiatives visant à stimuler et à appuyer les investissements étrangers directs en Afrique.
- 2.9 Le Canada devrait placer les droits des enfants au cœur de ses politiques et faire pression à cet égard auprès des gouvernements africains.
- 2.10 L'Afrique du Sud devrait être considérée comme un modèle de transformation. Comme il l'a fait pour ce pays, le Canada doit encourager les investissements systématiques et constants dans le reste de l'Afrique.
- 2.11 Le gouvernement du Canada devrait contribuer à l'élaboration d'un cadre de réglementation des ONG qui assurerait un contrôle indépendant de leurs activités sans compromettre leur travail. Un dialogue plus soutenu entre les ONG canadiennes et africaines devrait aussi être encouragé.
- 2.12 Le Canada devrait appuyer les projets de recensement en Afrique, car ce sont souvent ces seuls projets comportant des données sur lesquelles sont basés les programmes de planification économique et de développement.
- 2.13 Le Canada ne devrait pas créer d'entités ni de bureaucraties nouvelles pour le développement, il devrait plutôt travailler dans le cadre des structures existantes pour atteindre les objectifs en matière de développement.

Architecture de l'aide

- 3.1 Le Canada devrait augmenter l'Aide publique au développement (APD) pour atteindre l'objectif de 0,7 % du PNB.
- 3.2 Le Canada devrait abaisser la proportion de l'aide conditionnelle à moins de 10 % du total, un niveau que d'autres pays occidentaux ont déjà atteint.
- 3.3 La « triangulation » a été fortement recommandée comme une solution de rechange viable à l'aide conditionnelle traditionnelle. Le Canada devrait fournir de l'aide aux pays africains et leur permettre de s'en servir pour acheter des biens et des services d'autres pays africains.
- 3.4 Le Canada devrait offrir des prêts pour l'éducation et les soins de santé lorsque les besoins sont particulièrement pressants et que le rendement est intéressant.
- 3.5 Les projets d'aide canadiens devraient être axés sur la diversification économique.
- 3.6 Les projets d'aide canadiens devraient être axés sur des projets de propriété locale et administrés localement.
- 3.7 Le Canada devrait encourager un contrôle indépendant des projets d'aide afin de s'assurer que les fonds sont bien attribués.
- 3.8 Les « taxes Tobin » devraient être canalisées vers l'aide au développement.
- 3.9 Le gouvernement du Canada devrait limiter ou éliminer les conditions entourant l'aide au développement.
- 3.10 Les programmes d'aide canadiens ne devraient pas être régis par les conditions de transparence de l'OMC ou du FMI.



- 3.11 Si des conditions doivent être rattachées à l'aide, le Canada devrait promouvoir une méthode d'examen par les pairs par laquelle les pays africains pourraient surveiller mutuellement leurs progrès.
- 3.12 Les programmes d'aide canadiens devraient viser à réduire la pauvreté et cibler les groupes défavorisés au bas de l'échelle socio-économique, notamment les femmes et les enfants.
- 3.13 Le Canada devrait s'efforcer de canaliser les ressources vers ce qu'il est convenu d'appeler les « triangles de croissance », ou les États d'importance stratégique pouvant stimuler la croissance et le développement régional.
- 3.14 Le Canada devrait concentrer sa lutte contre la pauvreté dans les pays ayant le moins de ressources et de capacités.

Renforcement des capacités — Éducation

- 4.1 Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international devrait, en concertation, faire un effort pour éduquer les Canadiens sur les questions de politique étrangère, et en particulier sur la participation du Canada aux affaires africaines.
- 4.2 Règle générale, le Canada devrait soutenir l'éducation par les initiatives suivantes : échanges d'étudiants et d'enseignants à tous les niveaux; échanges diplomatiques; campagnes de sensibilisation; un soutien plus prononcé à la compréhension interculturelle au Canada; accroissement de l'aide et du soutien aux pays africains dans le développement de la technologie de l'information et l'utilisation d'autres formes de technologies; accroissement de l'aide au développement de programmes d'enseignement à tous les niveaux; accroissement des ressources à l'éducation des Canadiens au sujet de l'Afrique, du développement et du travail des enfants.
- 4.3 Les programmes d'études africaines et les initiatives s'y rattachant devraient être encouragés au Canada, surtout au niveau universitaire.
- 4.4 Le Canada devrait prendre, au pays et en Afrique, l'initiative de mesures visant à freiner l'exode des cerveaux africains.
- 4.5 Le Canada devrait créer de nouveaux programmes de bourses qui permettraient aux futurs leaders africains de poursuivre leurs études au Canada.
- 4.6 Le gouvernement du Canada devrait mettre en place un programme qui permettrait à des Canadiens compétents d'enseigner en Afrique afin de revitaliser l'enseignement et la recherche en Afrique, et il devrait veiller à ce que le matériel pédagogique soit adapté à la société et à la situation en question.
- 4.7 Après avoir déterminé les besoins, le gouvernement du Canada devrait établir un institut de renforcement des capacités au Canada, à l'intention des Africains.
- 4.8 Le gouvernement du Canada devrait faire pression auprès des établissements d'enseignement canadiens pour qu'ils abaissent les frais de scolarité des étudiants étrangers, afin qu'un plus grand nombre d'Africains puissent s'instruire et transmettre leur savoir dans leurs pays d'origine.



- 4.9 Le Canada devrait renforcer ses liens avec les établissements d'enseignement africains.
- 4.10 Le gouvernement canadien devrait mettre en place un programme qui permettrait à des membres des facultés universitaires canadiennes (y compris des membres retraités) d'enseigner dans des établissements d'enseignement de l'Afrique. À cette fin, le Canada pourrait administrer un fonds gouvernemental pour tous les académiciens Canadiens désireux d'occuper un poste d'enseignement temporaire dans un pays africain. Un programme similaire pourrait être établi pour des formateurs techniques ou des retraités sans brevet d'enseignement qui pourraient apporter des compétences techniques dont l'Afrique a grandement besoin.
- 4.11 Le Canada devrait établir un programme de coopération qui donnerait aux étudiants africains des occasions concrètes de combiner les études et l'expérience de travail dans les secteurs public et privé. Ce programme serait offert à des journalistes, des médecins et d'autres stagiaires professionnels.
- 4.12 Le gouvernement du Canada devrait créer des liens entre les ONG canadiennes et les étudiants africains qui poursuivent leurs études au Canada. À leur retour en Afrique, ces derniers pourraient contribuer à faciliter les activités des ONG canadiennes en Afrique.
- 4.13 Dans la mise en œuvre des programmes d'éducation, le gouvernement du Canada devrait mettre l'accent sur l'éducation aussi bien des filles que des garçons. Des programmes devraient aussi être axés expressément sur la formation des femmes.
- 4.14 Pour favoriser encore plus la résolution des conflits et la réconciliation, le Canada devrait promouvoir et financer des projets d'éducation à petite échelle à l'intention des jeunes de l'Afrique; ces projets pourraient promouvoir l'interculturalisme, la tolérance, l'aide et la protection mutuelles et la solidarité, surtout dans les zones de conflits.
- 4.15 Le Canada devrait concentrer ses initiatives en matière d'éducation dans les régions rurales, où la majorité des enfants ne fréquentent pas l'école.
- 4.16 L'alphabétisation devrait être un objectif primordial des initiatives du Canada en matière de politique étrangère.
- 4.17 Le Canada devrait créer davantage d'opportunités pour les jeunes et les aînés canadiens de faire du travail bénévole en Afrique.
- 4.18 Le Canada devrait aider les organismes régionaux et sous-régionaux africains à renforcer les capacités de maintien de la paix.
- 4.19 Le Canada devrait lui-même renforcer ses capacités de maintien de la paix en engageant suffisamment de ressources et en offrant de la formation spécialisée.
- 4.20 Le Canada devrait aider les États africains à développer leurs infrastructures en faisant appel à l'expertise locale.
- 4.21 Le gouvernement du Canada devrait offrir une aide et de la formation techniques aux pays africains dans les négociations avec l'OMC.
- 4.22 Le Canada devrait faciliter les échanges de connaissances.
- 4.23 Le Canada devrait mettre en place une banque de personnes qualifiées qui pourraient contribuer aux efforts d'aide et de développement, à commencer par les participants au Forum national.



Paix et sécurité

- 5.1 Le Canada devrait s'employer à établir un minimum de stabilité et de sécurité dans les pays déchirés par des conflits armés. Il s'agit d'une condition préalable pour les investisseurs.
- 5.2 Le Canada devrait se concentrer sur le développement plutôt que sur les stratégies de sécurité militaire, et mettre l'accent sur les domaines prioritaires de la sécurité humaine.
- 5.3 En ce qui a trait aux droits de la personne, le Canada devrait contribuer à renforcer des institutions comme le Tribunal pénal international.
- 5.4 Le Canada devrait contribuer à renforcer le rôle des organismes régionaux et sous-régionaux africains et les appuyer dans leurs efforts de développement d'une force d'intervention rapide.
- 5.5 Le Canada devrait former des alliances stratégiques afin d'influer sur les grandes puissances.
- 5.6 À titre de moyenne puissance sans tradition colonialiste, le Canada est dans une position privilégiée pour jouer un rôle de médiation dans les conflits africains.
- 5.7 Le Canada devrait continuer de faire campagne contre le commerce des armes légères et se servir du sommet du G8 pour renouveler son engagement international envers l'interdiction des mines antipersonnel.
- 5.8 Le gouvernement du Canada devrait promouvoir et appuyer un pacte fiable de sécurité continentale qui serait mieux coordonné, mieux financé et plus efficace que les organismes régionaux ou sous-régionaux antérieurs ou existants.
- 5.9 Les sanctions commerciales, qui privent souvent des populations entières, ne sont pas le meilleur moyen de punir les chefs politiques qui posent une menace à la sécurité humaine. Le Canada devrait s'employer à trouver d'autres moyens de faire pression sur les régimes récalcitrants.
- 5.10 Le Canada devrait jouer un rôle de chef de file dans la facilitation des réformes militaires et l'affectation des forces militaires à d'autres usages. À titre d'exemple, dans ses efforts d'aide à l'éducation, le Canada pourrait contribuer à l'organisation d'activités parascolaires comme le soccer et d'autres jeux afin d'empêcher que les enfants soient recrutés dans des forces militaires et paramilitaires.

Gouvernance

- 6.1 Le Canada devrait aider les États africains à élaborer des systèmes politiques adaptés à leur contexte.
- 6.2 Dans le cas des États en déliquescence, le Canada devrait :
- cibler l'aide sur la remise en état des infrastructures lorsque le processus de réconciliation est entamé;
 - réinvestir dans sa présence physique en Afrique (ambassades et missions) afin d'épauler les efforts de réconciliation;
 - réinvestir dans ses relations avec les particuliers et les institutions qui font affaire en Afrique.



- 6.3 Dans le cas des États faibles, mais stables, le Canada devrait :
- appuyer le processus de réforme gouvernementale et de prise de décisions; respecter les normes du travail établies par l'OIT dans son appui à l'investissement direct étranger en Afrique;
 - promouvoir la transparence dans les finances gouvernementales et l'accès des citoyens à l'information;
 - cibler la réforme du secteur public, notamment accroître l'aide à l'*Africa Capacity Building Foundation* de Harare;
 - atténuer le fardeau de la dette en appuyant les efforts des pays pauvres très endettés qui obtiennent un bon rendement;
 - continuer d'appuyer la diplomatie ouverte par des visites de haut niveau en Afrique; établir une relation visible avec les chefs et les pays africains;
 - renforcer les centres économiques régionaux comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO), la Communauté de l'Afrique orientale (CAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC);
 - Promouvoir la liberté de la presse;
 - Appuyer les initiatives locales.
- 6.4 Le Canada devrait sanctionner les sociétés canadiennes qui soutiennent des gouvernements corrompus.
- 6.5 Le Canada devrait promouvoir la démocratie et sanctionner les régimes qui la mettent en péril.
- 6.6 Le Canada devrait aider les pays africains à conserver les effectifs compétents de leur fonction publique, afin de freiner l'exode des cerveaux vers le secteur privé.
- 6.7 Le Canada devrait promouvoir le pluralisme dans les affaires politiques africaines.
- 6.8 Au lieu de poursuivre l'approche habituelle, axée sur les « signes extérieurs de la démocratie », le Canada devrait concentrer ses efforts pour trouver une solution aux problèmes qui sont à l'origine des faibles structures de gouvernance en Afrique, comme l'absence de gouvernements véritablement inclusifs.
- 6.9 Le Canada devrait travailler au développement d'organes directeurs de l'État (ombudsman, vérificateur général, système de droit, etc.) afin d'instaurer des contre-pouvoirs appropriés.
- 6.10 Le Canada devrait appuyer le développement de systèmes juridiques, une condition préalable essentielle au commerce et à l'investissement.
- 6.11 Le Canada devrait veiller à ce que des magistrats indépendants fassent partie du système juridique.
- 6.12 Le Canada ne devrait pas tenter d'imposer un régime gouvernemental occidental aux États africains.
- 6.13 Le Canada devrait combiner ses efforts en matière de politique macro-économique à des initiatives sur le terrain.



Enjeux économiques et commerciaux

- 7.1 Le Canada devrait annuler toutes les dettes bilatérales et préconiser l'annulation de toutes les dettes multilatérales auprès du Fonds monétaire international, de la Banque Mondiale et des banques régionales de développement.
- 7.2 Le Canada devrait continuer d'exercer des pressions diplomatiques et former des alliances stratégiques pour contrer les mesures draconiennes imposées par les institutions de Bretton Woods comme le FMI.
- 7.3 Le Canada devrait améliorer l'accès des produits africains au marché et exercer des pressions sur les autres pays développés pour qu'ils ouvrent leurs marchés aux produits africains.
- 7.4 Le Canada devrait réduire ou éliminer tous les obstacles au commerce.
- 7.5 Comme solution de rechange à l'accès au marché, le Canada devrait introduire un traitement tarifaire préférentiel et se montrer plus souple envers les pays en développement.
- 7.6 Le Canada ne devrait pas faire de la libéralisation du commerce une condition essentielle à son aide; les pays africains devraient pouvoir conserver l'option d'une politique commerciale stratégique.
- 7.7 Le Canada ne devrait pas soutenir aveuglément les programmes de promotion des exportations. Le gouvernement du Canada devrait plutôt évaluer les effets distributifs de ces programmes et, plus particulièrement, évaluer l'impact d'un meilleur accès au marché sur les pauvres et d'autres groupes défavorisés, notamment les femmes.
- 7.8 Le Canada doit prêcher par l'exemple et jouer un rôle de chef de file en établissant des lignes directrices en matière de politique commerciale, à l'OMC et dans sa prise de décisions à l'égard du développement, afin d'assurer le respect des droits de la personne, de la santé et de l'éducation.
- 7.9 Le Canada doit prendre le leadership international dans la promotion de la responsabilité sociale des grandes sociétés. Les mesures suivantes pourraient être appliquées à cette fin : éducation publique par l'entremise de l'Agence Canadienne du développement international (ACDI); taxes à l'exportation de biens indésirables (par exemple, les armes); dégrèvements fiscaux ou subventions pour les sociétés qui font preuve de responsabilité sur le marché planétaire.
- 7.10 Le Canada devrait établir des codes de déontologie obligatoires pour les sociétés canadiennes qui exercent leurs activités en Afrique, afin d'éviter toute violation des droits de la personne par les sociétés canadiennes.
- 7.11 Il conviendrait d'instaurer un contrôle indépendant des activités des sociétés canadiennes et de s'assurer ainsi qu'elles respectent les normes relatives aux droits de la personne. À cette fin, le gouvernement du Canada devrait établir un partenariat avec des ONG civiles de l'Afrique.
- 7.12 Les garanties de prêt et le financement de la Société de développement des exportations devraient être conditionnels au respect des normes à l'égard des droits de la personne.



- 7.13 Le Canada devrait aider les États africains dans le développement de leurs exportations.
- 7.14 Les critères canadiens en matière de préférence commerciale devraient respecter les conventions de l'Organisation internationale du travail.
- 7.15 Le Canada devrait travailler au développement du secteur privé en Afrique et appuyer l'entrepreneuriat.
- 7.16 Le Canada devrait soutenir les efforts visant à permettre aux États africains d'appliquer des politiques commerciales protectionnistes.
- 7.17 Le Canada devrait encourager et appuyer les investissements privés nationaux ainsi que les investissements étrangers en Afrique.
- 7.18 Le Canada devrait se servir des investissements étrangers pour aider à la résolution des conflits; il devrait notamment offrir des incitatifs aux investisseurs qui exerceraient des pressions sur les politiciens capables de maîtriser les facteurs à l'origine du conflit.
- 7.19 Le gouvernement du Canada devrait encourager les petites et moyennes entreprises à investir en Afrique et les aider par le financement de projets. L'institution de financement du développement (IDF) canadienne pourrait jouer un rôle important à cet égard.
- 7.20 Le Canada devrait aider l'Afrique à mettre en place des mécanismes de gestion du flux des investissements étrangers directs.

Environnement

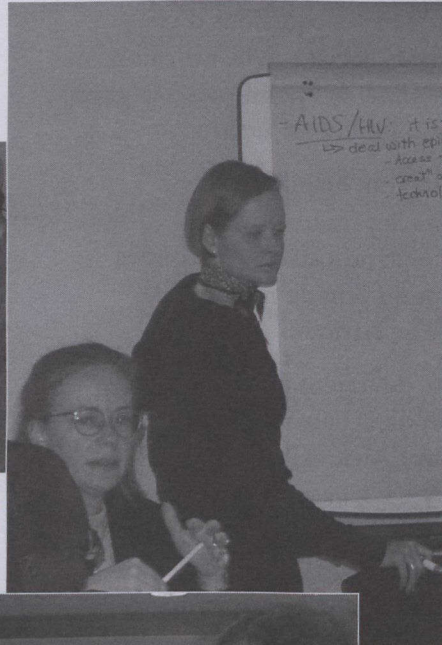
- 8.1 Les projets d'aide canadiens ne devraient pas compromettre la sécurité alimentaire et devraient causer le moins de dommages possibles à l'environnement.
- 8.2 Le Canada devrait appuyer les investissements dans l'agriculture africaine afin que les États africains ne deviennent pas dépendants des importations d'aliments.
- 8.3 Le Canada devrait encourager une agence canadienne ou internationale à mener des études d'impact environnemental et social pour tous les programmes proposés en matière de commerce et d'aide.
- 8.4 Le Canada devrait appuyer les collectifs de gestion environnementale viables et financièrement autonomes.



Participation du public à la politique étrangère — diplomatie ouverte

- 9.1 Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international devrait rechercher toutes les occasions d'un dialogue avec la société civile africaine dans l'élaboration des politiques à l'égard de l'Afrique.
- 9.2 Le Canada devrait établir des liens avec les ONG, les mouvements féministes, les syndicats et les groupes communautaires afin de renforcer la société civile en Afrique.
- 9.3 Les Africains devraient jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration du plan d'action pour l'Afrique.
- 9.4 Le Canada devrait cultiver ses relations avec la communauté africaine canadienne.
- 9.5 Le Canada devrait encourager les populations africaines à prendre une part active aux projets canadiens, afin que des stratégies de développement émanent des collectivités locales.
- 9.6 Les Canadiens d'origine africaine doivent être mis à contribution dans la mise en œuvre des politiques du Canada en Afrique. Une méthode systématique doit être utilisée pour les informer et les engager, et pour tableur sur leur expertise et leur expérience.
- 9.7 Un plan de suivi et des mécanismes de contrôle doivent accompagner le plan d'action du G8.







Documents et exposés principaux au Forum national sur l'Afrique (janvier et février 2002)

Nota : les documents se trouvent sur le site Web du Forum national, à l'adresse www.ecommons.net/ccfpd-africa.

Tous les exposés sont également archivés sous forme de vidéo sur le même site.

Good News Among the Moderate Arab States: Algeria and the New Partnership for Africa's Development

Richard Belliveau, ambassadeur du Canada en Algérie
Toronto, 25 janvier 2002.

Canadian Trade Policy Towards Africa

Chantal Blouin, documentaliste, Commerce et développement, Institut Nord-Sud
Montréal, 8 février 2002.

The Political Economy of Conflicts in Africa

James Busumtwi-Sam, professeur adjoint, Département des sciences politiques, Simon Fraser University
Vancouver, 25 février 2002.

Poverty Reduction Strategies: Development and Security Issues

Bonnie Campbell, professeur, Département de sciences politiques, Université du Québec à Montréal
Montréal, 8 février 2002.

International Migration in Southern Africa — A Canadian Response

Jonathan Crush, directeur, Southern African Research Centre, Queen's University
Montréal, 8 février 2002.

New Partnership for Africa's Development: A Brighter Future or Deja Vu?

Suzanne Dansereau, professeur adjoint et coordonnatrice, International Development Studies, Saint Mary's University
Saint John, 15 février 2002.

Towards a Strategic Vision for Africa

Francis Deng, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les personnes déplacées dans leur propre pays; professeur distingué et directeur, Ralph Bunche Institute for International Studies, City University of New York
Toronto, 25 janvier 2002; Vancouver, 25 février 2002.

Democratization in Fits and Starts: The Challenges Ahead

Chris Fomunyoh, associé principal pour l'Afrique et directeur régional pour l'Afrique centrale et occidentale, National Democratic Institute for International Affairs (NDI), Washington
Toronto, 25 janvier 2002.

HIV/AIDS and Security in Africa: A Threat to Recovery

John Harker, attaché supérieur de recherches, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University
Saint John, 15 février 2002.

New Challenges in African Development and Canadian Foreign Policy

Gerry Helleiner, professeur émérite et chercheur universitaire distingué, Munk Centre for International Studies, Université de Toronto
Montréal, 8 février 2002.

Conflict Diamonds — The African Connection

Terry Jones, agent du service extérieur canadien à la retraite
Vancouver, 25 février 2002.

Demographic Issues and Development in Africa

Dieudonné Ouédraogo
Centre national des recherches scientifiques et technologiques, Burkina Faso; professeur invité, Université du Québec à Montréal
Montréal, 8 février 2002.

The New Partnership for Africa's Development: Perspectives from South Africa

Wendy Mayimele, chargé d'affaires, Haut-commissariat de l'Afrique du Sud au Canada
Saint John, 15 février 2002.



Challenges in Health, Nutrition and Population in Africa

Julie McLaughlin, spécialiste en santé, Développement humain, Afrique orientale et australe, Banque mondiale
 Toronto, 25 janvier 2002.

Issues for Aid and Development

Célestin Monga, économiste régional, Groupe macroéconomique de l'Afrique, Banque mondiale
 Montréal, 8 février 2002.

The New Partnership for Africa's Development: Economic and Social Implications

John Mwaniki, directeur régional, Development Innovations and Networks (IRED) for Eastern and Southern Africa
 Toronto, 25 janvier 2002.

Rethinking Stabilization, Adjustment and Development in Africa

Howard Stein, professeur d'économie, Roosevelt University
 Toronto, 25 janvier 2002.

The Media, Civic Engagement and Intra-African Co-operation

Wisdom Tettey, professeur adjoint, Faculté des communications et de la culture, Université de Calgary
 Vancouver, 25 février 2002.

Health and Human Security

Meredeth Turshen, professeur, Département des études urbaines et de la santé communautaire, Rutgers University
 Montréal, 8 février 2002.

Kananaskis and the New Partnership for Africa's Development

Ellen Wright, directrice adjointe, Bureau du plan d'action pour l'Afrique du Sommet du G8, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
 Saint John, 15 février 2002.





Options stratégiques présentées dans des documents reliés au Forum national sur l'Afrique

Donnant suite aux recommandations du Forum national sur l'Afrique (janvier-février 2002), le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère a commandé des documents d'options stratégiques aux Manufacturiers et Exportateurs du Canada, à la Canadian and African Business Women's Alliance et au Congrès du travail du Canada. Le Centre a demandé à ces groupes d'examiner les questions relatives aux tarifs, au commerce et à l'investissement parce qu'il savait que leurs responsables étudiaient les tarifs canadiens et l'accès des pays les moins avancés à nos marchés. Le Centre a également commandé trois autres documents sur la prévention des conflits et le renouveau africain.

Les documents commandés sont les suivants :

- *Issues in Doing Business Between Canada and Africa* par les Manufacturiers et Exportateurs du Canada
- *Current Canadian Policies Towards Africa* par la Canadian and African Business Women's Alliance
- *Labour and Africa: The Way Ahead Through Real Partnership* par le Congrès du travail du Canada
- *Armed Conflict and Natural Resources: The Case of the Minerals Sector* par Jason Switzer, Institut international de développement durable
- *From Good Intentions to Good Practice: The G8 and New Conflict Prevention Initiatives for Africa* par John Kirton, Gina Stephens et Kristiana Powell, Centre d'information sur le G8, Université de Toronto
- *The G8 and African Renewal Symposium Report* par Malinda Smith, Université de l'Athabaska et Centre international, Université de l'Alberta

Résumés des recommandations

Les Manufacturiers et Exportateurs canadiens ont recommandé :

- que la Direction générale de l'Afrique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international élabore une politique-cadre pour le Canada et l'Afrique, comprenant des politiques spécialisées pour chaque pays africain, sur la base des recommandations du Forum national sur l'Afrique et du Bureau de gestion du Sommet du G8.
- que le Canada réduise ou élimine les quotas et taxes sur les importations en provenance de l'Afrique afin de permettre aux sociétés canadiennes de former des partenariats avec des entreprises africaines pour l'importation de biens à valeur ajoutée. Le Canada devrait déterminer, pays par pays, les endroits où les tarifs et les quotas canadiens nuisent aux secteurs à prédominance féminine, comme l'industrie des textiles.
- que le Canada, à titre de pilier du plan d'action pour l'Afrique, s'engage à conclure plus d'accords de coopération sur le commerce et l'investissement avec des pays africains.
- que le Canada rehausse le profil et l'attrait de l'Afrique en y envoyant plus de missions commerciales.
- que le Canada aide les entreprises et les ONG à collaborer pour réduire les coûts des échanges commerciaux.



- que les délégués commerciaux canadiens répondent rapidement aux questions qui leur sont posées et améliorent leurs sites Web locaux pour répondre aux questions générales.
- que le Canada établisse un organisme de financement du développement pour faciliter le financement et les investissements canadiens, afin de faire concurrence aux autres pays du G8.
- que le Canada encourage la création de fonds de placements privés en actions africaines, comme le Modern Africa Fund américain.
- que tous les projets bilatéraux futurs se fondent sur des partenariats entre des sociétés canadiennes et des entreprises locales africaines, conformément aux recommandations du NPDA.
- que l'ACDI concentre à nouveau ses efforts sur le développement de l'infrastructure, l'agriculture et la production d'aliments.

Les Manufacturiers et Exportateurs canadiens ont organisé un atelier et recueilli les vues de 75 représentants de sociétés, d'ONG et de particuliers. Les sociétés participantes comprenaient Noramid Corporation, SNC-Lavalin, Modern African Fund Managers, ABC Netting, la Société internationale pour le développement, Goodmans LLP, South African Airways, Placer Dome Inc., DeBeers Canada Exploration Inc., Hatch & Associates, BMO Nesbitt Burns, Fasken Martineau DuMoulin, Trow Consulting Engineers Ltd., le Forum Ontario Francophonie mondiale, Earth One et Chevoir International Enterprises. Les délégués gouvernementaux représentaient le MAECI, la Corporation commerciale canadienne, le haut-commissariat de la République d'Afrique du Sud et le ministère ontarien du Développement économique et du Commerce.

La Canadian and African Business Women's Alliance a recommandé :

- que la stratégie commerciale africaine du Canada minimise le système

commercial à niveaux multiples et favorise le commerce parmi les autres pays afin de diversifier les avantages commerciaux partout dans le continent.

- que, dans le cadre de l'Accord sur les textiles de 1995, le Canada accorde plus d'importance aux entreprises africaines en ce qui a trait aux exportations soumises à des quotas.
- que le MAECI et l'ACDI forment un comité conjoint de coordination des politiques relatives aux partenariats avec l'Afrique et que le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère assure la liaison entre ce comité et la société civile et les entreprises du Canada.
- que les services chargés d'assurer l'égalité des sexes au MAECI et à l'ACDI coordonnent l'intégration des préoccupations des femmes dans la politique étrangère et les politiques commerciales, conformément aux dispositions des accords internationaux dont le Canada est signataire.
- que le plan d'action du G8 pour l'Afrique établisse un cadre pour l'intégration des femmes dans l'ensemble des activités et des processus décisionnels.
- que le Canada assure une participation suffisante et équilibrée des femmes dans ses organisations, ses entreprises et ses institutions politiques.
- que le Canada établisse un organisme de financement du développement et adapte la politique d'égalité des sexes de l'ACDI comme élément de son cadre.
- que le Canada use de son influence pour veiller à ce que les arrangements financiers, sectoriels et commerciaux de l'OMC et des institutions financières internationales ne créent pas plus d'obstacles et de disparités en Afrique.
- que le plan d'action du G8 pour l'Afrique comprenne des lignes directrices engageant les sociétés canadiennes ayant des activités à



l'étranger à respecter les droits fonciers (et surtout ceux des femmes), les connaissances indigènes, l'environnement et la biodiversité.

La Canadian Association of African Business Women a eu recours à des groupes de discussion, des entrevues et des sondages pour obtenir la participation de plus de 100 sociétés, ONG et associations du Canada et de l'Afrique.

L'Association a organisé l'atelier de concert avec les Manufacturiers et Exportateurs du Canada.

Le Congrès du travail du Canada a recommandé :

- que les normes du travail fassent partie de toute discussion du développement et des répercussions de la mondialisation en Afrique.
- que la création d'emplois, dans des conditions durables et dans le respect des droits fondamentaux mondialement reconnus des travailleurs et de l'environnement, soit considérée comme un secteur prioritaire de l'action du G8 en Afrique.
- que des mesures d'atténuation appropriées soient prises au Canada pour veiller à ce que les Canadiens qui seront touchés par l'ouverture du marché obtiennent des indemnités adéquates et puissent profiter d'occasions de recyclage.
- que le Canada et d'autres veillent à ce que l'investissement privé joue un rôle approprié, non exploiteur, dans la reprise économique africaine.
- que les pays les moins avancés aient la possibilité de négocier leur propre intégration dans l'ordre économique mondial, à un rythme correspondant à leurs besoins intérieurs, sans qu'on leur impose d'autres mesures de libéralisation et d'autres programmes d'ajustement structurel.
- que le Canada considère comme un facteur absolument essentiel la participation des femmes à tous les aspects du rétablissement de l'Afrique.
- que le Canada et d'autres pays favorisent la répartition des avantages d'un meilleur accès aux marchés entre les travailleurs et les collectivités locales des pays les moins avancés.
- que le Canada veille à ce que les peuples africains puissent, par l'entremise des organisations de la société civile et à part la représentation gouvernementale, participer pleinement aux discussions du NPDA.
- que les gouvernements du G8 ordonnent à leurs organismes d'aide d'examiner toutes les possibilités de tenir les peuples africains pleinement informés des délibérations et de la planification du NPDA et de leur donner les moyens d'en discuter entre eux et avec les gouvernements africains.
- que le Sommet du G8 ajoute à ses conclusions l'engagement de favoriser l'établissement de mécanismes appropriés permettant des discussions permanentes entre les gouvernements africains et la société civile.
- que la société civile soit encouragée à jouer un rôle de premier plan dans la recherche de la paix, qu'elle soit dotée des moyens nécessaires pour le faire, et que le G8 se charge de persuader les dirigeants africains de la nécessité de cette participation et de fournir des ressources à cette fin.
- que le VIH/sida soit considéré comme une crise touchant la sécurité.

Les principales recommandations du Congrès du travail du Canada ont été présentées par Ken Georgetti dans une lettre datée du 2 mai 2002 à David Karsgaard, directeur, Relations économiques avec les pays en voie de développement (EEA), Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).



*Armed Conflict and Natural Resources:
The Case of the Minerals Sector*
Jason Switzer, Institut international de
développement durable

Résumé des recommandations stratégiques :

- Les sociétés doivent s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité et des risques de placement.
- Les sociétés qui développent la capacité de faire une gestion proactive des conflits (en cherchant à atténuer ou à éliminer les sources de tension sociale) peuvent en retirer un avantage concurrentiel grâce à une tolérance plus élevée du risque et à une vulnérabilité moindre de leur réputation.
- Les gouvernements hôtes peuvent réduire les conflits liés à l'exploitation minière en s'engageant à appliquer uniformément la réglementation sociale et environnementale et en réinvestissant les redevances perçues dans des programmes sociaux profitant aux personnes touchées par le projet minier.
- Le pays d'origine de la société minière peut intervenir en informant le personnel de la société de la situation politique du pays, en collaborant avec d'autres gouvernements pour établir des normes internationales de conduite des entreprises à l'étranger et en formant des partenariats avec des entreprises pour réaliser des initiatives de coopération pour le développement.
- Les mesures négatives telles que les sanctions et les blâmes devraient s'accompagner de mesures d'encouragement, comme les incitatifs fiscaux à l'investissement dans les collectivités ou les éloges publics pour une conduite exemplaire.
- Les ONG peuvent suivre et « sanctionner » les activités des sociétés, des rebelles et des gouvernements; évaluer les conflits et donner

des avertissements en cas d'aggravation; encourager des adversaires à dialoguer; et développer les capacités de gestion des conflits des collectivités et des sociétés.

Ces recommandations, formulées par l'Institut international de développement durable, découlent d'un atelier organisé de concert avec le Projet des travaux miniers pour un développement durable et l'Institut international d'études stratégiques le 11 juillet 2001.

*From Good Intentions to Good Practice:
The G8 and New Conflict Prevention
Initiatives for Africa*

Résumé des recommandations stratégiques :

- Les dirigeants du G8 et leurs gouvernements respectifs devraient donner l'exemple en intégrant la prévention des conflits et l'égalité des sexes dans leurs politiques intérieures, leur politique étrangère et leurs politiques commerciales.

Prévention des conflits

- Le G8 devrait établir un processus officiel de réunions des responsables de la prévention des conflits afin de créer une « culture de prévention » qui empêcherait d'autres conflits de perturber la réalisation du plan d'action du G8 pour l'Afrique.
- Le G8 devrait repenser le plan d'action pour l'Afrique dans une optique de prévention des conflits, en tenant particulièrement compte des parties du plan relatives au commerce et à l'investissement. Sur le plan intérieur, les gouvernements du G8 devraient donner l'exemple en intégrant la prévention des conflits dans leur politique commerciale et de développement.



Égalité des sexes

- Les membres du G8 devraient élaborer un système rationalisé de suivi et d'évaluation pouvant produire des évaluations à long terme, dans une optique d'égalité des sexes, de leurs projets et programmes de développement, de prévention des conflits et de reconstruction après le rétablissement de la paix.
- Les membres du G8 devraient surmonter la tentation « culturelle » de croire que les hommes africains peuvent parler au nom des femmes africaines. Les pays du G8 doivent concevoir des projets en consultation avec les femmes africaines pour connaître leurs besoins, leurs préoccupations et leurs capacités.
- Les membres du G8 peuvent favoriser l'intégration de l'égalité des sexes auprès des gouvernements nationaux, notamment dans les sociétés qui ont connu des conflits, en donnant de l'aide pour la diffusion de l'information, en mobilisant l'opinion publique et en offrant de l'expertise, de l'aide financière, de la formation et d'autres activités opérationnelles. Il est possible, après les conflits, d'amener les gouvernements nationaux à se soucier des préoccupations des femmes en accordant une aide financière et technique aux groupes féminins.

Désarmement, démobilisation et réintégration

- Le G8 devrait évaluer les répercussions du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des combattants sur le processus et les programmes de consolidation de la paix. Ces programmes devraient, avec l'aide des organisations féminines, tenir compte des expériences, des capacités et des besoins particuliers des

anciennes combattantes et des veuves de guerre. Les membres du G8 devraient veiller à intégrer des programmes de prévention du VIH/sida dans les stratégies et les programmes de démobilisation.

Responsabilité sociale des sociétés

- Le G8 peut encourager ses membres à établir des distinctions claires entre les zones de paix et de conflit. Dans les zones de paix, le G8 et les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) peuvent harmoniser des codes volontaires de prévention des conflits pour les sociétés, en recourant à des encouragements tels que des réductions d'impôts et des normes volontaires. Un groupe indépendant d'experts internationaux peut réaliser des enquêtes pour le compte des sociétés ayant des opérations à l'étranger et leur donner des conseils spécifiques pour la prévention des conflits.
- Dans les zones de conflit, le G8 peut élaborer une série de règlements régissant la conduite des sociétés ayant des activités dans de telles zones. Un organisme international travaillant de concert avec le gouvernement du pays d'origine, les gouvernements hôtes et les organisations régionales peut contrôler la conformité. En cas de violations, les sanctions seraient déterminées et mises en vigueur par le gouvernement du pays d'origine.
- Les pays du G8 peuvent décourager les investissements initiaux dans les zones de conflit en recourant à des mesures législatives semblables à la Convention de l'OCDE sur la corruption, qui impose aux signataires d'interdire les violations commises par des sociétés ayant des activités dans d'autres pays signataires.



Ces recommandations figurent dans un document d'options stratégiques rédigé par John Kirton, Gina Stephens et Kristiana Powell, du Centre d'information sur le G8 de l'Université de Toronto (mars 2002).

The G8 and African Renewal Symposium Report
Université de l'Athabaska et Centre
international, Université de l'Alberta

Résumé des recommandations stratégiques :

- Les rapports de puissance qui existent actuellement entre pays donateurs et pays bénéficiaires doivent être transformés dans le contexte d'un nouvel ordre économique mondial propice à un véritable partenariat entre les pays africains et la communauté mondiale.
- Une bonne gouvernance politique nécessite un engagement à long terme à appuyer des mécanismes démocratiques de légitimité politique.
- Une bonne gouvernance économique et une bonne gestion des sociétés nécessitent une nouvelle culture de gestion qui décourage la corruption et favorise la responsabilité des sociétés.
- Le soutien des initiatives de paix et de sécurité en Afrique, y compris la prévention des conflits et la sécurité humaine, est important pour le renouveau africain. Le conflit engendre la pauvreté, le déplacement des populations, des problèmes de réfugiés et l'exclusion sociale.
- Le soutien du renouveau africain nécessite un engagement à long terme envers le développement humain et social, y compris l'éducation, la santé et les technologies de l'information et des communications.
- Il est nécessaire de prendre l'engagement de soutenir les initiatives africaines visant une éducation obligatoire, équitable et abordable pour les garçons et les filles.
- Il est indispensable de répondre aux besoins de santé de base pour assurer le succès du NPDA et du plan d'action du G8 pour l'Afrique. L'éducation du public est particulièrement nécessaire pour soutenir la prévention et empêcher la propagation des maladies transmissibles, comme le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida.
- Les technologies de l'information et des communications doivent être encouragées tant dans le contexte du commerce électronique et de la nouvelle économie que dans celui de l'accessibilité démocratique des citoyens à leur gouvernement.
- Il est nécessaire d'élaborer des stratégies abordables de réforme agraire.
- Le G8 doit clairement prendre l'engagement d'aider les gouvernements africains qui ont des besoins pressants d'infrastructure dans les domaines des technologies routières, ferroviaire, aériennes, de l'information et des médias.
- Les gouvernements africains ont besoin d'engagements fermes concernant l'aide au développement et au renouveau dans les domaines clés, notamment l'industrie, l'énergie et l'agriculture.
- Les dirigeants du G8 peuvent établir un fonds stratégique pour contribuer à la formation de groupes bilatéraux et multilatéraux s'occupant de recherche sur les politiques.

Le Symposium sur le G8 et le renouveau africain (22 et 23 mars 2002) a permis à une centaine de personnes, réunies à l'Université de l'Alberta à Edmonton, de discuter pendant plus de deux jours du G8, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et du plan d'action du G8 pour l'Afrique. Le conférencier principal était M. N. Dlamini Zuma, ministre sud-africain

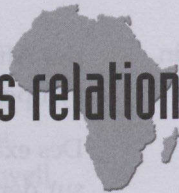
des Affaires étrangères. Le rapport du symposium a été rédigé par Malinda Smith.

Des exemplaires de ces rapports sont disponibles sur demande. Les délibérations du Forum national sur l'Afrique sont accessibles en format vidéo à www.ecommons.net/ccfpd-africa.





Le point sur les relations Canada—Afrique



Plan d'action pour l'Afrique

Les représentants personnels du G8 pour l'Afrique ont tenu cinq des six réunions prévues pour l'élaboration du plan d'action pour l'Afrique : Londres (octobre), Addis-Abeba (décembre), Le Cap (février), Dakar (avril) et Maputo (mai).

Fonds canadien pour l'Afrique

Dans le budget déposé le 10 décembre 2001, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un fonds de 500 millions de dollars pour appuyer le plan d'action du G8 pour l'Afrique et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA).

L'engagement du premier ministre

Le premier ministre Jean Chrétien a effectué une tournée en Afrique du 3 au 13 avril 2002. Il a ainsi eu l'occasion de discuter avec les responsables africains du NPDA et de la réaction du G8. Au cours de sa tournée, le premier ministre a eu des entretiens avec des chefs de gouvernement, des membres de la société civile, des représentants des milieux d'affaires et des jeunes. Il continue à réaffirmer son engagement à maintenir l'Afrique comme principal thème du Sommet de Kananaskis. Il est également déterminé à augmenter l'aide canadienne au développement d'au moins 8 % par an pendant les prochaines années.

Information

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (CPAECI)

Le CPAECI doit déposer son rapport sur les priorités du Sommet à la Chambre des communes en juin. Le Comité a tenu à cette fin des audiences un peu partout dans le pays.

Information de la société civile

Les rapports de plus de 25 séances d'information tenues à différents endroits du Canada sont placés au fur et à mesure sur le site Web du G8. On peut consulter ces rapports à www.g8.gc.ca/consults/infoshare_reports-f.asp. Voici quelques exemples :

- Conférence sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Edmonton, 23 mars 2002);
- Cours bilingue en ligne de l'Université de Toronto sur le G8 et le Sommet de Kananaskis www.g8.utoronto.ca/g7/francais/g8online/ (mai à août 2002);
- Table ronde sur l'intégration des femmes dans tous les aspects du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, organisée par la Canadian and African Business Women's Alliance (Montréal, 6 et 7 mai 2002);
- Table ronde des jeunes sur les priorités du Sommet du G8 à Kananaskis, animée par EDGE (Education and Development in a Global Environment) www.chebucto.ns.ca/%7Eecoegypt/edge/mainE.html (Halifax, 11 mai 2002).



Fonds de sensibilisation de l'ACDI

L'ACDI a constitué un fonds de 500 000 \$ destiné à sensibiliser le public africain au NPDA et à encourager les débats publics sur le sujet. La demande a été tellement élevée que le fonds est sur le point d'être épuisé. Compte tenu de son succès, l'ACDI envisage une seconde phase. Le fonds permet d'appuyer des propositions provenant de la société civile africaine.

Conférence d'information de l'ACDI à Montréal – Le Canada et l'Afrique : Un nouveau partenariat

Cette conférence d'information, qui a eu lieu les 4 et 5 mai, a permis de réunir plus de 500 membres de la société civile canadienne

et africaine, y compris le secteur privé, pour discuter du NPDA et le faire mieux connaître. Susan Whelan, ministre de la Coopération internationale, était l'hôte de la conférence. On trouvera plus de renseignements sur les activités de l'ACDI relatives au NPDA sur le site Web de l'Agence à www.acdi-cida.gc.ca. D'autres renseignements concernant le fonds de sensibilisation de 500 000 \$ seront placés sur le site de l'ACDI.



doc
CA1
EA752
2002N12
EXF

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

National Forum

on Canada's International Relations

Africa



Toronto
Montreal
Saint John
Vancouver

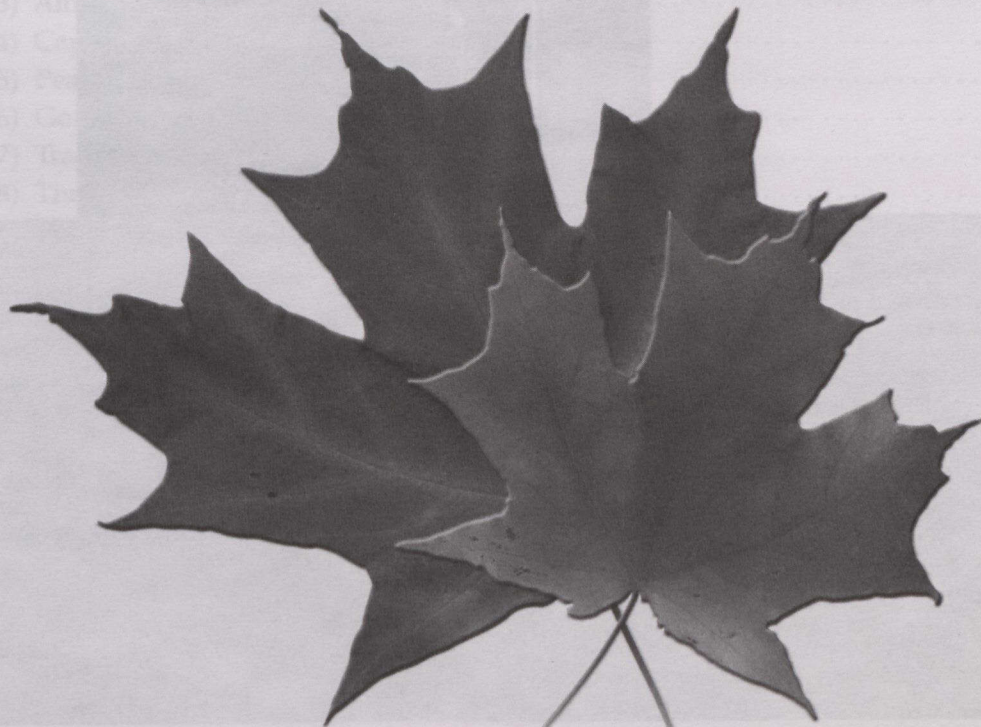


Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
JAN 27 2004
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

National Forum

on Canada's International Relations

Africa



66-130-279(6F)

66-130-277(6)





Canadian Centre for Foreign Policy Development
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1R 0G2
Tel : (613) 944-8278 Facsimile: (613) 944-0687
www.cfp-pec.gc.ca info.ccfpd@dfait-maeci.gc.ca



Table of Contents



**Opening Remarks by the Honourable Denis Paradis,
 Secretary of State (Latin America and Africa) (La Francophonie) iii**

**Thank you by Steve Lee, Executive Director,
 Canadian Centre for Foreign Policy Development v**

Putting Africans First: A Way Forward for Canada's Africa Policy 1

Policy Recommendations from National Forum on Africa Working Groups 9

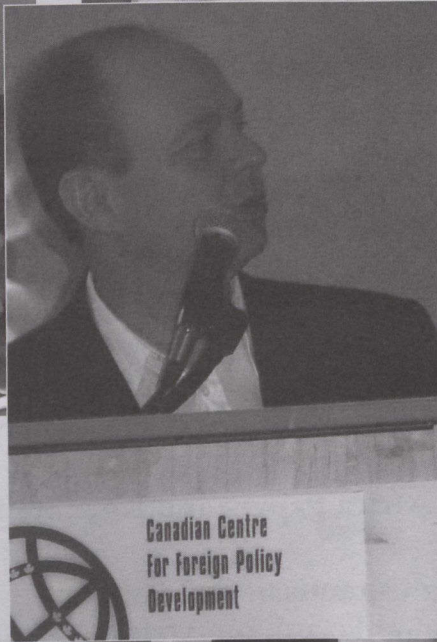
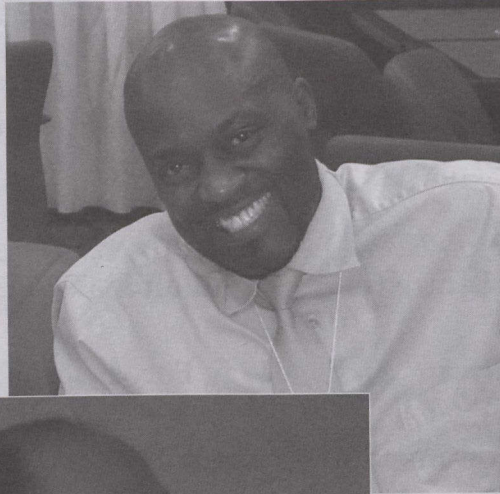
- (1) General 9
- (2) Health/Social Issues 9
- (3) Aid Architecture 10
- (4) Capacity Building/Education 11
- (5) Peace and Security 13
- (6) Governance 13
- (7) Trade and Economic Issues 15
- (8) The Environment 16
- (9) Public Participation in Foreign Policy/Public Diplomacy 17

National Forum on Africa Papers and Keynote Presentations 19

**Policy Options from Commissioned Papers
 relating to the National Forum on Africa 21**

Policy Development Update on Canada–Africa Relations 27

Participants 28





Department of Foreign Affairs
and International Trade



CANADA

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Montreal
February 8, 2002

I would like to congratulate the Université du Québec à Montréal and the Canadian Centre for Foreign Policy Development for organizing this important event.

I welcome the opportunity to have your views, and recognize the commitment and dedication you bring to African affairs.

Your participation is a reaffirmation that what goes on outside Canada's borders is important to Canadians. Africa's situation is unique, as it is the most impoverished region in the world and wracked by long-standing, ingrained crises.

This month, Prime Minister Chrétien addressed world leaders and business people gathered in New York at the World Economic Forum. In a world turned upside down since the tragic events of September 11, the Prime Minister's speech focussed on one theme: Africa.

The Prime Minister's message was one of both alarm and hope. Alarm because by every index or measure, and in spite of decades of development aid, Africa lives on the fringes of our globalized world. And it is at risk of falling so far behind that it may never catch up. Africa is the only continent where poverty is on the rise; where life expectancy is 47 years, *and declining* largely from HIV/AIDS; where more than 140 million youths are illiterate; where one in five persons is caught up in armed conflict. Hope, because progressive African leaders have embraced a new vision, embodied in the New Partnership for Africa's Development (NEPAD). It is a vision founded on freedom and democracy. And the principle that the key to progress in Africa lies, first and foremost, with Africans.

...2



The Prime Minister reaffirmed a commitment to work with committed African leaders to build and expand the new partnership in the NEPAD. Canada will play a leading role. The G8, under Canada's leadership, is now working on the development of a concrete Africa Action Plan for adoption at the summit this June in Kananaskis.

We must reverse the trends that are sinking Africa. Canada recognizes the staggering, long-term nature of this challenge, for both Africans and the developed world. However, all nations have a moral obligation, and an economic interest, to tackle these issues.

Canada brings to this endeavour many years of innovative international development assistance, and close ties with over 40 African countries through La Francophonie and the Commonwealth. Canada has been a leader in debt relief. We have forgiven over \$1 billion in foreign debt owed to us by developing countries. In January 2001, Canada stopped collecting debt payments from eleven Highly Indebted Poor Countries (HIPC). The Prime Minister announced in the recent budget that \$500 million will be set aside to support the NEPAD objectives through implementation of the G8 Africa Action Plan.

However, NEPAD asserts that debt relief and aid are not by themselves enough. Democracy, the rule of law, and transparent, predictable and enforced regulations create and sustain the conditions for economic growth. We also need to support Africa's efforts to create these conditions that will attract greater resources, both public and private, over the short and medium term. Also, in the developed world, we have to recognize that there will be little prospect of investment and trade if Africans are denied access to our markets.

There is much food for thought in NEPAD. I wish you good and productive work. I look forward to reading the final report of the National Forum.

The Honourable Denis Paradis, M.P.
Secretary of State
(Latin America and Africa) (La Francophonie)



Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

*Canadians are really actively engaged in foreign policy today
in a way they never were before. I'd like to be a part of
consulting with them...in the months ahead.*

— Foreign Affairs Minister Bill Graham,
February 21, 2002

Dear Friends,

The National Forum on Africa, in January and February, provided important and useful policy advice in preparation for the G8 Kananaskis Summit and for longer-term foreign policy development. The National Forum also provided an opportunity for Canadians, Africans and others to explore their common interests and strengthen their ties. These recommendations and the advice from the National Forum on Africa have already been provided to policy makers across government for their ongoing work.

In total, nearly 400 people took part in the Africa National Forum: Members of Parliament, government officials, academic experts, NGO experts, students, youth activists, business, labour, international organizations and guests from African governments and civil society. I am especially grateful to all the rapporteurs and to our partner hosts: Mary Lynne Bratti and Janice Stein (Munk Centre for International Studies, University of Toronto, January 25); Alex Macleod and Bonnie Campbell (Université du Québec à Montréal, February 8); Andrea Thornton and Robert MacKinnon (University of New Brunswick at Saint John, February 15); and Helen Augustin and Robert Anderson (Simon Fraser University, February 25).

At each of these meetings participants requested feedback. In response, we are publishing this report which includes subsequent policy development activities which flow from some of the National Forum recommendations. We are including the latest available information on the Africa Action Plan, and at our National Forum website (www.ecommons.net/ccfpd-africa), you will find a feedback guest book. As well, up-to-date information can be found on the G8 website at www.g8.gc.ca.

For those interested in the expert presentations made at the National Forum, with access to Internet media players (RealPlayer or Windows Media), you can view the National Forum presentations at www.ecommons.net/ccfpd-africa. This resource is a part of our ongoing partnership with the byDesign eLab. We have also produced online video from other recent policy discussions, including "Clash of Civilizations?", New Directions in U.S. Foreign Policy, and The Future of Canada–Europe Relations. These are valuable tools for both public and formal education.

...2



I would like to thank The Honourable Denis Paradis, M.P. (Secretary of State for Latin America, Africa and La Francophonie), The Honourable Jean Augustine, M.P. (now Secretary of State for Multiculturalism and the Status of Women), Elsie Wayne, M.P., Keith Martin, M.P., Elizabeth Weir, M.L.A., Assistant Deputy Minister John Higginbotham (Department of Foreign Affairs and International Trade), Rémi Gosselin from the Government of Québec, and Raj Venugopal from the Government of New Brunswick for their participation. Guests from abroad, including Francis Deng (The U.N. Secretary General's Special Representative for Internally Displaced Persons), Wendy Mayimele (High Commission for South Africa), Célestin Monga and Julie McLaughlin (World Bank, Washington, D.C.), Chris Fomunyoh (National Democratic Institute, Washington, D.C.), John Mwaniki (Development Innovations and Networks, Zimbabwe), Meredith Turshen (Rutgers University, New Jersey), Howard Stein (Roosevelt University, Chicago), and Dieudonné Ouédraogo (Centre national des recherches scientifiques, Burkina Faso) were among the outstanding presenters. Kathryn Dunlop (Analyst, Southern Africa Program, Canadian International Development Agency) participated in all four meetings as did a range of officials from the Department of Foreign Affairs and International Trade, including Ellen Wright (Deputy Director, G8 Summit Africa Action Plan Office) and Percy Abols (Economic Policy Officer, Economic Relations with Developing Countries Division), under the guidance of Arthur Perron, Director General of the Africa Bureau. We would also like to thank all participants of the preparatory roundtables held in Ottawa on October 25 and November 15, 2001.

The National Forum would not have been possible without the tireless work of anchor-organizer Julie Rechel. Chief Rapporteur Suman Bhattacharyya and Chantale Walker, in charge of our communications, are the gratefully acknowledged producers of this report.

Africa National Forum participants, as well as others, are invited to share comments and suggestions. As well, we welcome your project proposals for the ongoing development of Canada's foreign policy. Our project fund is available to support such projects. For details, see our website: www.cfp-pec.gc.ca. Your participation in policy development is most welcome. Public contributions and partnerships in foreign policy have taken on new importance in the past year as Canada faces new challenges and uncertainties in the international environment. We look forward to hearing from you.

Sincerely,

Steve Lee
Executive Director
May 2002



Putting Africans First: A Way Forward for Canada's Africa Policy



Introduction

In January and February of 2002, the National Forum on Africa took place within the context of the New Partnership for Africa's Development¹, Prime Minister Jean Chrétien's G8 leadership on Africa, and a desire to further develop Canada's long-term Africa-related foreign policy. The Canadian Centre for Foreign Policy Development, with our host partners, brought together nearly 400 Canadians, Africans and others from universities, non-governmental organizations, professional groups, parliament, business, labour, youth, and international organizations to provide public advice on Canada's Africa policy.² The Secretary of State for Africa, Latin America and the Francophonie, the Honourable Denis Paradis, M.P., and government officials from several departments also took part. The policy advice and recommendations included in this report (pages 9 to 17) are the cumulative result of 14 working groups at National Forum meetings in Toronto, Montreal, Saint John and Vancouver in January and February 2002. Video archives of all National Forum plenary sessions are available online at www.ecommons.net/ccfpd-africa.

Overview

National Forum participants proposed an integrated approach to policy that places

Africans' needs at the centre of all Canadian initiatives. This integrated approach should include peace and security; aid architecture; trade and economic issues; governance and institution building; education; health and social issues; the environment; and public participation in foreign policy, they said.

In his Vancouver address to the National Forum on Africa, Dr. Francis Deng, the UN Secretary General's Special Representative on Internally Displaced Persons, highlighted the need to empower Africans to encourage "development from within:"

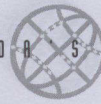
One has to be aware of the extent to which a particular people in a particular context in a particular long experience with managing their own affairs have developed norms and operational principles of dealing with conflict, for respecting human dignity and for seeing development not as something that is brought from elsewhere but as a process for self-enhancement from within.

(February 25, 2002)

As well, placing Africans' needs at the forefront of public policy is central to the New Partnership for Africa's Development, a comprehensive approach as set out by African leaders at the 2001 G8 Summit in Genoa.

¹ With its partners, the Canadian Centre for Foreign Policy Development (CCFPD) at the Department of Foreign Affairs and International Trade has carried out the National Forum on Canada's International Relations since 1996. The goal of the National Forum is to contribute public advice to the long-term development of Canada's foreign policy. Previous National Forum reports are archived on the CCFPD website (www.cfp-pec.gc.ca).

² The New Partnership for Africa's Development (NEPAD) was endorsed by 53 member states of the Organization of African Unity. In the New Partnership, African leaders propose to improve governance, address armed conflict, bridge the digital divide, seek investment and access to new markets, and improve health and education. The full document is available at online at www.africainitiative.org/Documents/AA0010101.pdf.



Defining a Clearer Policy for Africa

Forum participants were in general agreement that Canada should have a clearer focus for foreign policy related to Africa. In order to achieve this, further resources (both financial and other) need to be allocated towards Africa. On the political level, some suggested, Canada should establish a Secretary of State exclusively for Africa. In addition, two tools were proposed to assist policy makers in conceptualizing a more coherent Africa policy: creating a framework that builds on previous foreign policy successes; and determining policy based on a priority list of key elements of development.

Peace and Security as a Precondition for Development

Rejecting a military only concept of security, most Forum participants affirmed the view that Canada should continue to pursue Human Security. To this end, Canada must concentrate on the resolution of violent conflict to build a minimum base of security and stability. Such stability was identified as a precondition for investment. In keeping with this Human Security approach, participants

said Canada's current commitment to halt the small arms trade and implement the ban on anti-personnel landmines should be major areas of focus at the upcoming Kananaskis G8 summit. Canada's promotion of Human Security should also address the recruitment of children into military forces.

Though Forum recommendations focussing on Human Security and conflict prevention were key, participants did not identify specific proposals for conflict resolution. In addition, some recommended the achievement of peace and security through more traditional means. According to these prescriptions, Canada should take on a prominent role in supporting regional and subregional efforts to develop an African military Rapid Reaction Force. Others noted that Canada should support a stronger and better-funded continental African military security pact.

Making Better Use of Aid

Discussions on aid architecture included a near unanimous call for Canada to raise Official Development Assistance (ODA) to meet the international target of 0.7 percent of GDP. Participants presented differing perspectives

If there is any region in the world that justifies a more coherent and institutionalized approach to human security, it is Africa. While traditional military threats continue, an exclusive focus on this dimension provides a limited understanding of the sources of insecurity in the contemporary period...Ultimately the solutions to African security problems will have to come from within the continent itself, however, through a more constructive engagement that balances ethical solidarity with self-interest. This is necessary to facilitate the transition to a more durable and sustainable peace.

James Busumtwi-Sam

**Assistant Professor, Department of Political Science, Simon Fraser University
(Vancouver, February 25, 2002)**



To participate in global flows of trade, investment and communications, developing countries need to generate new capacities, incentives, regulations, organizations, and institutions. The aim is towards the enhancement of competitiveness, economic diversity, economic depth and economic linkages.

Howard Stein

Canadian Professor of Economics at Roosevelt University, Chicago
(Toronto, January 25, 2002)

on how Canada can improve ODA effectiveness. The overwhelming majority expressed a need to severely limit or eliminate conditionality in all forms of development assistance. Others noted that if there are conditions, Canada should promote a peer review approach where African states would monitor each other's progress in meeting the prescribed conditions.

Some participants argued that aid programs should be targeted to disadvantaged socio-economic groups, such as women and children. Others maintained that aid should be channelled to specific country groups. Two conflicting views were put forth: focussing aid on strategically important states capable of facilitating regional economic growth and development (the most promising); or directing aid toward countries with fewer resources and capacity (the poorest of the poor).

Promoting Trade and Investment

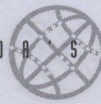
Forum participants advocated eliminating trade barriers to promote investment and economic development in African states. In order to further this goal, most participants called for Canada to take measures to improve market access for African goods while pressing other developed countries to do the same. However, others argued that Canada should

introduce preferred tariff treatment as an alternative to market access, while granting developing countries greater flexibility.

Another alternative proposed was that Canada should not press African states to adopt trade liberalization. Rather, African states should be allowed to retain "strategic trade policy options" including protectionism.

Promoting African exports also figured prominently in discussions, with disagreement over whether Canada should continue to support such programs. While the majority argued in favour of export promotion for African products, others questioned the necessity to support such programs without an evaluation of their distributional impact on the poor and other socio-economically disadvantaged groups.

Furthermore, while continuing to encourage Canadian investment in Africa, many advocated that Canada assume a leadership role in promoting corporate social responsibility. This could be done, they said, by developing enforceable codes of conduct for Canadian companies and ensuring the independent monitoring of corporate activities. On the international level, Canada should set an example by taking a lead role in establishing progressive trade policy guidelines in the World Trade Organization (WTO) and other multilateral bodies.



Instead of setting up an individual project that we're proud of, what is important is to help the state and the country carry out these programs itself...State projects develop countries. We must help the state and work to develop a state's capacity alongside the private sector, and the media have a fundamental role. It is not just an issue of developing spectacular projects. To train journalists can be 100 times more important for development than to build a road that will not be maintained.

Célestin Monga

Country Economist, Africa Macroeconomics Group, World Bank
(Montreal, February 8, 2002)

Participants also noted that Canada should cancel all bilateral debts and advocate the cancellation of all multilateral debts being held by the International Monetary Fund, the World Bank, and Regional Development Banks. Others added that Canada should accelerate the Highly Indebted Poor Countries (HIPC) scheme to reduce debt with good performance.

Strengthening Governance

Policy advice on governance centred on institution building. In particular, it was proposed that Canada take an active role in supporting public sector reform; infrastructure renewal; transparency in government finance; media freedom and locally owned and directed development projects. Participants in all meetings pointed out that Canada should not attempt to impose a Western system of government on African states. Rather, it was recommended that Canada work with African states to develop political systems tailored to the African context. Nonetheless, participants recommended key elements of Western democracy should be established in African states. Moreover, recommendations promoting further support for the "organs of government" also drew on Western models including the creation of "checks and balances" in government. In order to

remedy a perceived overemphasis on the "formal trappings of democracy," some participants argued that Canadian policy should be geared more toward resolving the root causes of weak governance in many African states.

Encouraging Self-Sufficiency Through Education

It was argued that educational initiatives, both in Canada and Africa, were required to build capacities at the ground level. Some proposed that the Canadian Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) make a more concerted effort to educate Canadians about foreign policy issues, particularly about Canada's involvement in African affairs. This would enable Canadians to make more informed contributions to policy development. In addition, African Studies should be encouraged and supported in Canada, especially at the university level. Awareness-raising among Canadians through increased support for cross-cultural understanding was also suggested in order to raise Africa's profile in Canada.

Divergent views were expressed on how Canadians could best contribute to capacity building and education for Africans. One



group proposed that Canada take further action (through more scholarship and exchange programs) to ensure that potential African leaders are able to study in Canada in order to transfer education and skills to their home countries. This would include formal university training and co-op programs. Others suggested that a capacity building institute for Africans should be created in Canada. However, a contrary opinion was that Canada could better contribute to Africans' educational needs by bringing skilled Canadians to Africa to build capacities at the ground level there. Several initiatives were proposed to this effect, including faculty and professional exchanges and youth programs emphasizing cross-cultural understanding. In order to better assist in aid and development efforts, it was strongly recommended that Canada develop a resource bank of qualified people, starting with National Forum participants. At the international level, participants noted that Canada could provide technical training and assistance to African countries at WTO negotiations and other international fora.

Bringing Health and Well-being to the Forefront

Overall, Canada should pursue a hierarchy of basic needs supported by a strong education commitment. Within this hierarchy, participants noted, health care should be a high priority, including: research and development on African diseases such as Malaria and Tuberculosis; ensuring that affordable medication (especially HIV/AIDS treatment) is available to the majority of Africans, particularly pregnant women; and focussing on the alleviation of HIV/AIDS as a policy priority in its own right. In order to achieve Canada's health care goals, education programs must be instituted for the prevention of the spread of HIV/AIDS as well as appropriate technology transfers. In addition, others noted that exchange programs should be established between African and Canadian doctors for a mutually beneficial capacity building effort. Other issues high on Canada's priorities should include: implementation of labour standards as articulated by the International Labour Organization (ILO); a concerted effort to promote children's rights

If we do not have the solutions, then what do we have for Africa? Well, money alone, as we have seen, is not the solution. I would propose that it is information, so that Africa can define its own solutions...our aim is not to achieve short-term, unsustainable gains in outcomes, but to enable African governments to plan, prioritize, define locally appropriate strategies based on global evidence, and demand and allocate internal and external resources effectively.

Julie McLaughlin
Health Specialist, Human Development
Eastern and Southern Africa
The World Bank
(January 25, 2002)



through diplomatic means; and support of census projects that often form the primary building blocks for economic and development planning.

It was argued that Canada should develop a more coherent policy for non-governmental organizations (NGOs). To this end, the Canadian government should develop a regulatory framework for NGOs that would provide for independent monitoring of their activities without jeopardizing their work. Dialogue among Canadian and African NGOs should also be encouraged.

Protecting the Environment and Promoting Agriculture

Canada's aid policies should cause minimal harm to the environment. In particular, it was noted that Canadian projects should not compromise food safety. In order to ensure that Canadian aid in Africa is environmentally friendly, participants recommended that Canada should encourage a Canadian or international agency to conduct environmental and social impact studies on all proposed trade and aid packages. Furthermore, in order to ensure that African states do not become

dependent on imported produce, Canada should promote investment in African agriculture. Finally, community-based environmental management programs should be actively promoted as a means of protecting the environment and ensuring the continued supply of natural resources.

Engaging Civil Society

Civil society involvement, both in Canada and Africa, was identified as an important component for any balanced long-term policy. To this end, some suggested that the Department of Foreign Affairs and International Trade seek further opportunities for dialogue with African civil society. Participants also recommended that Africans should take a leading role in developing Canada's Africa Action Plan. Furthermore, when implementing Canada's Africa policy, the Department should cultivate the skills and expertise of its domestic Africanist community and Canadians of African descent. The Canadian government should also keep people informed of progress on the Africa Action Plan and other developments in Canada-Africa relations after the G8 Summit.

It hardly needs saying, in a meeting like this, that without an end to violence and civil war in Africa, and the protection of all fundamental rights — political and civil, as well as socio-economic, there are likely to be early limits to what can be achieved by even the best efforts at poverty reduction and sustainable development...Canadians would, I believe, take great pride in a government that joined others in seeking to move the G8 and the world towards constructive responses to African development challenges.

Gerry Helleiner

Professor Emeritus, Economics and Distinguished Research Fellow
Munk Centre for International Studies, University of Toronto

(January 25, 2002)

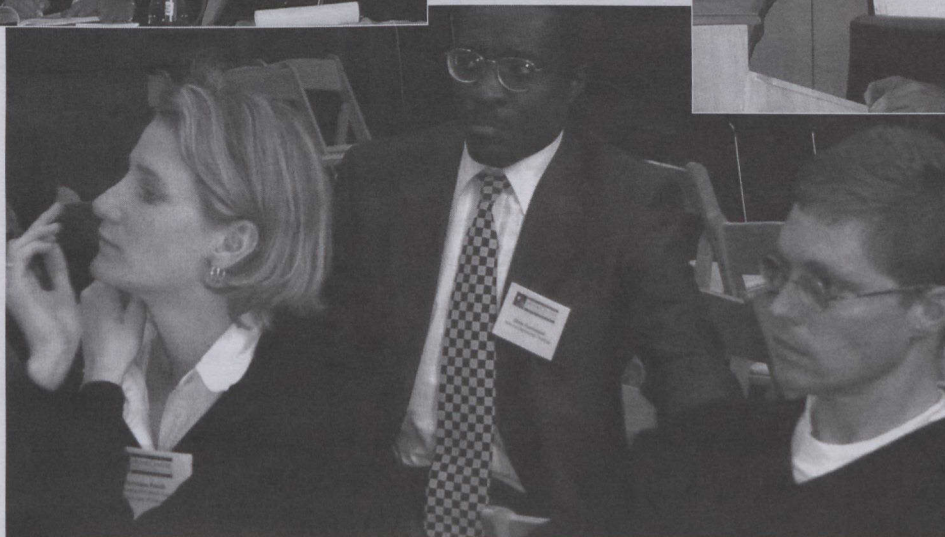


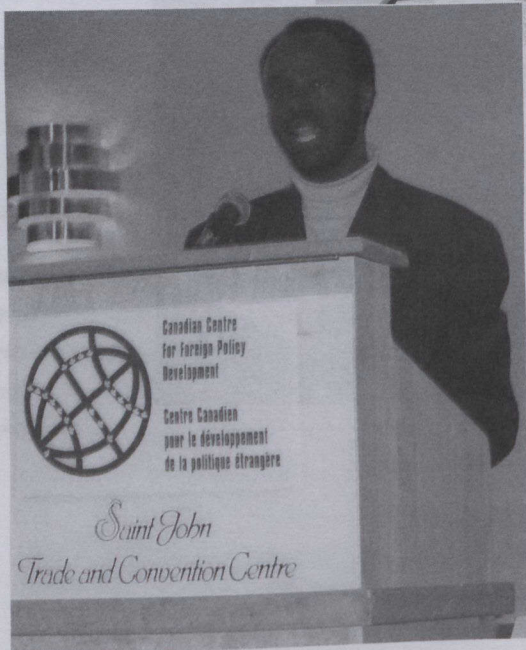
Policy Recommendations from

Conclusion

Canada should develop a multi-pronged approach to its Africa relations. Canada's Africa policies should focus on the needs of ordinary Africans. The National Forum highlighted a desire for a highly-developed, multi-disciplinary capacity building effort to

strengthen aid and development efforts, strengthen regional security and create a favourable investment climate. National Forum participants also emphasized the role of African and Canadian civil society in policy development and Canada-Africa relations.







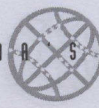
Policy Recommendations from National Forum on Africa Working Groups (Toronto, Montreal, Saint John and Vancouver)

General

- | | |
|--|---|
| <p>1.1 Canada needs to define its policies towards Africa more clearly.</p> <p>1.2 The Canadian government needs to devote more resources and attention to Africa. The Department of Foreign Affairs and International Trade, should, for example, have a Secretary of State exclusively for Africa.</p> <p>1.3 While embarking on new projects and initiatives, Canada must strive to build on successes and strengths of those areas</p> | <p>where it is already acknowledged as the global leader. These include conflict diamonds and the eradication of landmines.</p> <p>1.4 The Canadian government should determine the key elements of development and focus Africa policy from that standpoint.</p> |
|--|---|

Health/Social Issues

- | | |
|--|---|
| <p>2.1 Canada's development projects should be human centered, putting the needs of people as a primary priority. To this end, foreign policy should be centred on a hierarchy of basic needs.</p> <p>2.2 The Department of Foreign Affairs and International Trade should apply pressure on Canadian corporations active in Africa to provide social services for African communities.</p> <p>2.3 Canada should promote primary health care in a human rights framework, as well as research and development on African diseases, including malaria and tuberculosis.</p> | <p>2.4 Canada should focus on the alleviation of HIV/AIDS as a policy priority in its own right. To this end, Canada should ensure that affordable drugs for HIV/AIDS are available for the majority of Africans, particularly pregnant women.</p> <p>2.5 Canada should ensure that patent and licensing issues do not impede the availability of affordable HIV/AIDS drugs for the majority of Africans.</p> <p>2.6 Education for the prevention and spread of HIV/AIDS as well as appropriate technology transfer should form a major component of Canadian policy initiatives in Africa.</p> |
|--|---|



- 2.7 An exchange program should be initiated between African and Canadian doctors.
- 2.8 When promoting and supporting Foreign Direct Investment (FDI) in Africa, Canada should also encourage the implementation of labour standards as articulated by the ILO.
- 2.9 Canada should place children's rights at the centre of policy by applying pressure on African governments.
- 2.10 South Africa should be seen as a model for transformation. As was the case in that country, Canada needs to encourage consistent and systematic investment in the rest of Africa.
- 2.11 The Canadian government should help develop a regulatory framework for NGOs that would provide for the independent monitoring of their activities without jeopardizing their work. Further dialogue between African and Canadian NGOs should also be encouraged.
- 2.12 Canada should support census projects in Africa, as they are often the sole building blocks for economic and development planning programs.
- 2.13 Canada should not create new entities or bureaucracies for development. Rather, the Canadian government should work within existing structures to achieve development goals.

Aid Architecture

- 3.1 Canada should increase ODA to meet the target of 0.7 percent of GDP.
- 3.2 Canada should reduce tied aid to less than 10 percent of total assistance, a level some other western states have already achieved.
- 3.3 The notion of 'triangulation' is strongly recommended as a viable alternative to traditionally tied aid. Canada should provide aid to African countries while allowing them to use that aid to purchase goods and services from other African countries.
- 3.4 Canada should provide directed loans focussing on education and health care, where the needs are particularly pressing and the returns are high.
- 3.5 Canadian aid projects should focus on economic diversification.
- 3.6 Canadian aid projects should focus on locally owned and administered projects.
- 3.7 Canada should encourage independent monitoring of aid projects to ensure that funds are properly allocated.
- 3.8 Tobin Taxes should be enacted to yield money for development aid.
- 3.9 The Canadian government should limit or eliminate conditionality on development assistance.
- 3.10 Canadian aid packages should not be contingent on WTO or International Monetary Fund (IMF) conditions on openness.



- 3.11 If conditions need to be attached to aid, Canada should promote a peer review approach whereby African countries are able to monitor each other's progress.
- 3.12 Canadian aid programs should aim to reduce poverty and target disadvantaged groups at the bottom of the social and economic ladder, including women and children.
- 3.13 Canada should strive to channel resources to the so-called 'growth triangles,' or those strategically important states that are able to facilitate regional growth and development.
- 3.14 Canada should focus anti-poverty efforts on countries with fewer resources and capacity.

Capacity Building/Education

- 4.1 The Department of Foreign Affairs and International Trade should make a more concerted effort to educate Canadians about foreign policy issues, and more specifically Canada's involvement in African affairs.
- 4.2 On a general level, Canada should help support education through the following initiatives: educational exchanges at all levels; diplomatic exchanges; awareness-raising; increased support for cross-cultural understanding in Canada; increased support and assistance to African countries in information technology development and use of other forms of technology; increased support for curriculum development at all levels of education; increased resources towards educating Canadians about Africa, development and child labour issues.
- 4.3 African studies programs and initiatives need to be encouraged in Canada, especially at the university level.
- 4.4 Canada should initiate policies both at home and in Africa to encourage the reversal of the African 'brain-drain.'
- 4.5 Canada should create further educational scholarship programs in order to enable potential African leaders to further their studies in Canada.
- 4.6 The Canadian government should create programs whereby skilled Canadians are able to teach in Africa in order to resurrect courses and research there. To this end, the Canadian government must ensure that course material is relevant to the local society and situation.
- 4.7 Upon determination of needs, the Canadian government should establish a Canada-based capacity building institute for Africans.
- 4.8 The Canadian government should press Canadian educational institutions to reduce foreign student fees in order to further enable Africans to bring education and skills to their home countries.
- 4.9 Canada should strengthen links with African educational institutions.
- 4.10 The Canadian government should institute a program to send Canadian



- university faculty members (including retirees) to teach at African educational institutions. To this end, Canada could administer a government fund for any Canadian academic to take on a temporary teaching position in an African country. A similar scheme could be established for skilled non-academics or retirees to bring much-needed technical skills to Africa.
- 4.11 Canada should create a co-op program that would provide African students with concrete opportunities to combine their studies with "hands on" work experience in both the public and private sector. This scheme would apply to trainee journalists, doctors and other professionals.
- 4.12 The Canadian government should create links between Canadian NGOs and African students studying in Canada. Upon their return to Africa, these students could help facilitate the activities of Canadian NGOs in Africa.
- 4.13 In implementing educational programs, the Canadian government should emphasize education for both boys and girls. Programs should also focus on training women.
- 4.14 To further aid conflict resolution and reconciliation, Canada should promote and finance small-scale education projects for African youth in order to cultivate cross-cultural spirit, tolerance, mutual aid, protection and solidarity, especially in conflict zones.
- 4.15 Canada should focus educational initiatives on rural areas, where the majority of children do not attend school.
- 4.16 Literacy should be a primary goal of Canada's foreign policy initiatives.
- 4.17 Canada should create further opportunities for Canadian youth and seniors to undertake volunteer work in Africa.
- 4.18 Canada should help African regional and subregional organizations build capacity for peacekeeping.
- 4.19 Canada should further develop peacekeeping capacity by committing adequate resources and providing specialized training.
- 4.20 Canada should assist African states in infrastructure development while using local expertise.
- 4.21 The Canadian government should provide technical training and assistance to African countries at WTO negotiations.
- 4.22 Canada should help facilitate mutual knowledge exchange.
- 4.23 Canada should develop a resource bank of qualified people to assist in aid and development efforts, starting with National Forum participants.



Peace and Security

- 5.1 Canada should work toward building a minimum of stability and security in countries torn by armed conflict. This is a precondition for investor involvement.
- 5.2 Canada should focus on development instead of military security strategies, emphasizing priority areas of Human Security.
- 5.3 With respect to human rights, Canada should help strengthen institutions like the International Criminal Court.
- 5.4 Canada should help strengthen the role of regional and subregional organizations, and support them in efforts to develop an African Rapid Reaction Force.
- 5.5 Canada should develop strategic alliances in order to influence major powers.
- 5.6 As a middle power with no colonial tradition, Canada has a unique opportunity to play a mediation role in African conflicts.
- 5.7 Canada should continue to campaign against the small arms trade and use the G8 summit as a platform to renew our international commitment to ban anti-personnel landmines.
- 5.8 The Canadian government should promote and support a reliable African continental security pact that would be better co-ordinated, better funded and more effective than previous or existing regional or subregional organizations.
- 5.9 Trade sanctions, which often punish entire populations, are not the most effective means of sanctioning political leaders who constitute a threat to Human Security. Canada should work to find alternate means of applying pressure on recalcitrant regimes.
- 5.10 Canada should assume a leadership role in facilitating military reform and putting existing military forces to alternate uses. For instance, in its educational aid efforts, Canada could help develop student activities such as soccer and other games in order to help prevent child recruitment into military and paramilitary forces.

Governance

- 6.1 Canada should assist African states in developing political systems tailored to the African context.
- 6.2 For collapsed states, Canada should:
- target aid at rebuilding infrastructure following the commencement of a reconciliation process;
 - reinvest in its physical presence in Africa (e.g., embassies and missions) to support reconciliation efforts; and
 - reinvest in relationships with individuals and institutions that deal with Africa.



- 6.3 For weak and stable state systems, Canada should:
- support the process of government reforms and decision-making; abide by labour standards articulated by the ILO when supporting FDI in Africa;
 - promote transparency in government finance and accessibility of this information to citizens;
 - target public sector reforms, including more support for the Africa Capacity Building Foundation in Harare;
 - provide debt relief by accelerating the HIPC scheme to reduce debt with good performance;
 - continue to support public diplomacy through high-level visits to Africa, creating a visible connection with African leaders and countries;
 - strengthen regional economic centres such as the Economic Community of West African States (ECOWAS), the East African Community (EAC), and the Southern African Development Community (SADC);
 - promote freedom of the media; and
 - support local level initiatives.
- 6.4 Canada should punish Canadian companies that support corrupt governments.
- 6.5 Canada should promote democracy and punish regimes that undermine democracy.
- 6.6 Canada should help African states preserve their skilled civil service to prevent a 'brain drain' to private sector companies.
- 6.7 Canada should promote pluralism in African politics.
- 6.8 In order to remedy a previous overemphasis on the 'formal trappings of democracy' in Canadian policy initiatives, Canada should concentrate on resolving underlying causes that result in weak governance structures in Africa such as the lack of inclusive, broad-based governments.
- 6.9 Canada should work toward developing the organs of government (e.g. ombudsman, auditor general, and legal system) in order to institute appropriate checks and balances on governmental power.
- 6.10 Canada should support the development of justice systems, a necessary prerequisite for trade and investment.
- 6.11 Canada should work to ensure that independent magistrates form a part of the justice system.
- 6.12 Canada should not attempt to impose a Western system of government on African states.
- 6.13 Canada should combine macro-level policy efforts with grassroots-level initiatives.



Trade and Economic Issues

- 7.1 Canada should cancel all bilateral debts and advocate the cancellation of all multilateral debts being held by the IMF, the World Bank, and Regional Development Banks.
- 7.2 Canada should continue to apply diplomatic pressure while entering into strategic alliances to counter drastic measures imposed by the Bretton Woods institutions such as the IMF.
- 7.3 Canada should improve market access for African goods and press other developed countries to open their markets to African goods.
- 7.4 Canada should lower or eliminate all trade barriers.
- 7.5 As an alternative to market access, Canada should introduce preferred tariff treatment, while granting developing countries greater flexibility.
- 7.6 Canada should not make trade liberalization a necessary condition for aid; African countries should be allowed to retain the option of strategic trade policy.
- 7.7 Canada should not blindly support export promotion programs. Rather, the Canadian government should evaluate the distributional impacts of these economic programs. In particular, evaluations must be carried out on the impact of improved market access on the poor and other disadvantaged groups such as women.
- 7.8 Canada must set an example and play a leadership role in establishing trade policy guidelines, in the WTO and in its international development decisions, in order to ensure respect for human rights, health and education.
- 7.9 Canada must assume an international leadership role in fostering an environment of corporate social responsibility. This could be accomplished through a combination of any of the following: public education through the Canadian International Development Agency (CIDA); an export tax on undesirable trade commodities (e.g. weapons); and tax or grant incentives to companies that are accountable and responsible in the global marketplace.
- 7.10 Canada should develop enforceable codes of conduct for Canadian companies that operate in Africa to prevent human rights violations by Canadian companies.
- 7.11 Independent monitoring of corporate activities should be instituted to ensure that Canadian companies comply with human rights standards. To this end, the Canadian government should partner with non-governmental civil society organizations in Africa to ensure the effective monitoring of Canadian corporations.
- 7.12 Loan guarantees and funding from the Export Development Corporation should be contingent on meeting human rights standards.
- 7.13 Canada should assist African states with export development.



- 7.14 Canadian criteria for trade preference should be in compliance with ILO conventions.
- 7.15 Canada should work to help develop Africa's private sector and support entrepreneurship.
- 7.16 Canada should support efforts to permit African states to pursue protectionist trade policies.
- 7.17 Canada should encourage and support indigenous private investment as well as foreign investment in Africa.
- 7.18 Canada should use foreign investment as a tool to help resolve conflicts. To this end, Canada could provide incentives for investors to apply pressure on politicians to curb factors that cause conflict.
- 7.19 The Canadian government should encourage and assist (by way of project financing) small and medium-sized companies to invest in Africa. Canada's Development Finance Institution (DFI) would play a key role in this initiative.
- 7.20 Canada should help Africa create institutions to manage flows of foreign direct investment.

The Environment

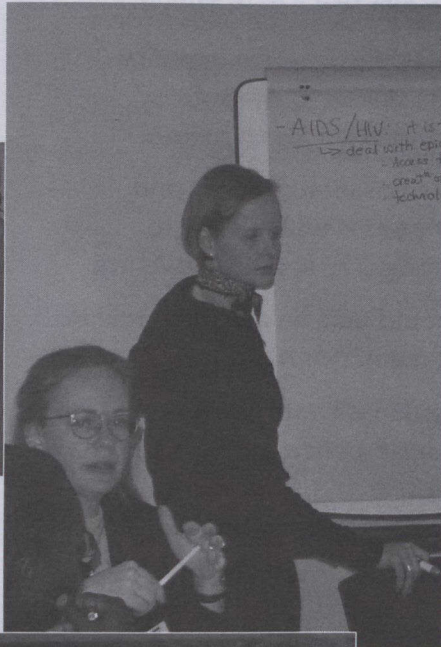
- 8.1 Canadian aid projects should not compromise food safety and cause minimal harm to the environment.
- 8.2 Canada should support agricultural investment in Africa in order to ensure that African states do not become dependent on food imports.
- 8.3 Canada should encourage a Canadian or international agency to conduct both environmental and social impact studies on all proposed trade and aid packages.
- 8.4 Canada should support community-based environmental management initiatives that are sustainable and financially self-sufficient.



Public Participation in Foreign Policy/Public Diplomacy

- 9.1 The Department of Foreign Affairs and International Trade should seek opportunities for dialogue with African civil society while developing policy initiatives for Africa.
- 9.2 Canada should link with NGOs, women's organisations, unions and community groups with a view to building strong civil societies in Africa.
- 9.3 Africans should take on a leading role in developing the Africa Action Plan.
- 9.4 Canada should cultivate its domestic Africanist constituency.
- 9.5 Canada should encourage African communities to take an active role in Canadian projects in order for development strategies to grow from local capacities.
- 9.6 When implementing Canada's policies in Africa, Canadians of African descent must be involved. A systematic method must be used to inform them, involve them, and make use of their expertise and experience.
- 9.7 Canada should ensure a follow-up plan to the G8 Africa Action Plan and a means of monitoring its progress.







National Forum on Africa Papers and Keynote Presentations [January and February 2002]

Note: National Forum on Africa papers and presentations are available online at: (www.ecommons.net/ccfpd-africa).

Presentations are archived in video format on the same site.

Good News Among the Moderate Arab States: Algeria and the New Partnership for Africa's Development

*Richard Belliveau,
Canadian Ambassador to Algeria
Toronto, January 25, 2002.*

Canadian Trade Policy Towards Africa

*Chantal Blouin, Researcher, Trade and Development, The North-South Institute
Montreal, February 8, 2002.*

The Political Economy of Conflicts in Africa

*James Busumtwi-Sam, Assistant Professor,
Department of Political Science,
Simon Fraser University
Vancouver, February 25, 2002.*

Poverty Reduction Strategies: Development and Security Issues

*Bonnie Campbell, Professor,
Department of Political Science,
Université du Québec à Montréal
Montreal, February 8, 2002.*

International Migration in Southern Africa — A Canadian Response

*Jonathan Crush, Director, Southern African Research Centre, Queen's University
Montreal, February 8, 2002.*

New Partnership for Africa's Development: A Brighter Future or Deja Vu?

*Suzanne Dansereau, Assistant Professor and Co-ordinator, International Development Studies, Saint Mary's University
Saint John, February 15, 2002.*

Towards a Strategic Vision for Africa

*Francis Deng, U.N. Secretary General's Special Representative on Internally Displaced Persons; Distinguished Professor and Director, Ralph Bunche Institute for International Studies, City University of New York
Toronto, January 25, 2002; Vancouver, February 25, 2002.*

Democratization in Fits and Starts: The Challenges Ahead

*Chris Fomunyoh, Senior Associate for Africa and Regional Director for Central and West Africa, National Democratic Institute for International Affairs (NDI), Washington, D.C.
Toronto, January 25, 2002.*

HIV/AIDS and Security in Africa: A Threat to Recovery

*John Harker, Senior Fellow, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University
Saint John, February 15, 2002.*

New Challenges in African Development and Canadian Foreign Policy

*Gerry Helleiner, Professor Emeritus and Distinguished Research Fellow, Munk Centre for International Studies, University of Toronto
Montreal, February 8, 2002.*

Conflict Diamonds — The African Connection

*Terry Jones, Retired Canadian Foreign Service Officer
Vancouver, February 25, 2002.*



Demographic Issues and Development in Africa

*Dieudonné Ouédraogo, Centre national des recherches scientifique et technologiques, Burkina Faso; Visiting Professor, Université du Québec à Montréal
Montreal, February 8, 2002.*

The New Partnership for Africa's Development: Perspectives from South Africa

*Wendy Mayimele, Acting High Commissioner, South African High Commission in Canada
Saint John, February 15, 2002.*

Challenges in Health, Nutrition and Population in Africa

*Julie McLaughlin, Health Specialist, Human Development, Eastern and Southern Africa, The World Bank
Toronto, January 25, 2002.*

Issues for Aid and Development

*Célestin Monga, Country Economist, Africa Macroeconomics Group, The World Bank
Montreal, February 8, 2002.*

The New Partnership for Africa's Development: Economic and Social Implications

*John Mwaniki, Regional Director, Development Innovations and Networks (IREN) for Eastern and Southern Africa
Toronto, January 25, 2002.*

Rethinking Stabilization, Adjustment and Development in Africa

*Howard Stein, Professor of Economics, Roosevelt University
Toronto, January 25, 2002.*

The Media, Civic Engagement and Intra-African Co-operation

*Wisdom Tettey, Assistant Professor, Faculty of Communication and Culture, University of Calgary
Vancouver, February 25, 2002.*

Health and Human Security

*Meredeth Turshen, Professor, Department of Urban Studies and Community Health, Rutgers University
Montreal, February 8, 2002.*

Kananaskis and the New Partnership for Africa's Development

*Ellen Wright, Deputy Director, G8 Summit Africa Action Plan Office, Department of Foreign Affairs and International Trade
Saint John, February 15, 2002.*





Policy Options from Commissioned Papers relating to the National Forum on Africa

Further to the recommendations from the National Forum on Africa (January–February 2002), the Canadian Centre for Foreign Policy Development commissioned policy options papers from the Canadian Manufacturers and Exporters, the Canadian and African Business Women’s Alliance, and the Canadian Labour Congress. These groups were asked to examine tariffs, trade and investment issues. This work was commissioned in the knowledge that officials have been studying Canada’s tariffs policy and access to Canadian markets by the Least Developed Countries. As well, three other papers were commissioned to look at conflict prevention and African renewal.

The commissioned papers are:

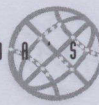
- *“Issues in Doing Business Between Canada and Africa”* by the Canadian Manufacturers and Exporters;
- *“Current Canadian Policies Towards Africa”* by the Canadian and African Business Women’s Alliance;
- *“Labour and Africa: The Way Ahead Through Real Partnership”* by the Canadian Labour Congress;
- *“Armed Conflict and Natural Resources: The Case of the Minerals Sector”* by Jason Switzer, International Institute for Sustainable Development;
- *“From Good Intentions to Good Practice: The G8 and New Conflict Prevention Initiatives for Africa”* by John Kirton, Gina Stephens and Kristiana Powell, The G8 Information Centre, University of Toronto; and
- *“The G8 and African Renewal Symposium Report”* by Malinda Smith, Athabaska

University and The International Centre, University of Alberta.

Recommendation Summaries

The Canadian Manufacturers and Exporters recommended that:

- the Africa Branch of the Department of Foreign Affairs and International Trade prepare an umbrella foreign policy for Canada and Africa, including specialized policies for individual African countries, based on the recommendations of the National Forum on Africa and the G8 Summit Office.
- Canada reduce or eliminate quotas or taxes on imports from Africa so that Canadian companies may partner with African firms to import value-added goods. Canada should determine, on a country-by-country basis, where Canadian tariffs and quotas are being detrimental to sectors dominated by women, such as the textile industry.
- Canada, as a pillar of the Africa Action Plan, should pledge to enact more Trade and Investment Cooperation Agreements with African countries.
- Canada should raise Africa’s profile and attractiveness with additional trade missions.
- Canada assist businesses and NGOs to work together to reduce the costs of two-way trade.
- Canadian Trade Commissioners provide quick answers to questions and enhance their local websites to answer generic questions.



- Canada establish a DFI to facilitate Canadian investment and financing in Africa, in order to compete with other G8 countries.
- Canada encourage the creation of private equity funds for Africa, such as the American Modern Africa Fund.
- all future bilateral projects be driven by partnerships between Canadian and local African partners, as stated in NEPAD.
- CIDA return to its focus on infrastructure development, agriculture and food production.

The Canadian Manufacturers and Exporters hosted a workshop and collected views from 75 representatives of companies, NGOs, and individuals. Participating companies included Noramid Corporation, SNC-Lavalin, Modern African Fund Managers, ABC Netting, Society for International Development, Goodmans LLP, South African Airways, Placer Dome Inc., DeBeers Canada Exploration Inc., Hatch & Associates, BMO Nesbitt Burns, Fasken Martineau DuMoulin, Trow Consulting Engineers Ltd., Forum Ontario — Francophone Mondiale, Earth One, and Chevour International Enterprises. Government participants included DFAIT, Canadian Commercial Corporation, the High Commission for the Republic of South Africa, and the Ontario Ministry of Economic Development and Trade.

The Canadian and African Business Women's Alliance recommended that:

- the Africa Trade Strategy of Canada minimize the tier-trading system and promote trade among other countries so trade benefits are diversified across the continent.
- Canada, under the 1995 Textile Agreement, give greater exposure to African businesses, particularly regarding to quota exports.
- the Department of Foreign Affairs and International Trade and CIDA form a joint policy coordination committee for policies towards partnership with Africa and that the Canadian Centre for Foreign Policy Development be this committee's liaison to Canadian civil society and business.
- the gender equality sections of the Department of Foreign Affairs and International Trade and CIDA coordinate gender mainstreaming of foreign and trade policies as per the international agreements of which Canada is a signatory.
- the G8 Africa Action Plan establish a Framework for the Integration of Women in all activities and decision-making processes.
- Canada ensure adequate and balanced participation of women in its organizations, companies and political representatives.
- Canada establish a Development Finance Institution and adapt CIDA's Gender Equality Policy as part of its framework.
- Canada use its influence to ensure financial, sectoral and trade arrangements of the WTO and other international financial institutions do not create further barriers and disparities for Africa.
- the G8 Africa Action Plan include directions to Canadian and foreign corporations to respect land rights (specifically of women), indigenous knowledge, the environment and biodiversity.

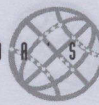


The Canadian Association of African Business Women co-ordinated discussion groups, interviews, and surveys involving more than 100 companies, NGOs and associations operating in Canada and Africa. They co-sponsored the workshop with the Canadian Manufacturers and Exporters.

The Canadian Labour Congress recommended that:

- labour standards must figure in any meaningful discussion of development and the impact of globalization in Africa.
 - job creation, in sustainable conditions, respecting internationally recognised fundamental workers' rights and the environment, be made a priority of the G8 response to Africa today.
 - proper mitigation measures have to be taken in Canada to ensure that those Canadians who lose out to the opening of the market will be provided with appropriate compensation packages and retraining opportunities.
 - Canada and others ensure that private investment plays an appropriate role, not an exploitative role in African recovery.
 - Least Developed Countries should have the opportunity to negotiate their own integration into the global economic order at a pace meeting their domestic needs, without the imposition of further liberalization and structural adjustment programmes.
 - Canada promote the participation of women in all aspects of recovery in Africa as absolutely essential.
- Canada and other countries promote the distribution of benefits from increased market access to workers and local communities in Least Developed Countries.
 - Canada ensure that African peoples can, through civil society organizations in addition to representation by government, participate fully in discussions of NEPAD.
 - the G8 governments should now be directing their aid agencies to examine all opportunities for ensuring that African peoples are fully informed about NEPAD deliberations and planning, and are capacitated to respond to opportunities to discuss these among themselves and with African governments.
 - the G8 Summit should add to its conclusions a commitment to fostering appropriate mechanisms for institutionalizing ongoing discussions between African governments and civil society.
 - civil society must be enabled, challenged, and equipped, to play strong roles in the search for peace, and the G8 has a responsibility to impress this on the African leaders and to provide resources to make it a reality.
 - HIV/AIDS be viewed as a security crisis.

The key recommendations from the Canadian Labour Congress were presented by Ken Georgetti in a May 2, 2002 letter to David Karsgaard, Director, Economic Relations with Developing Countries (EEA), Department of Foreign Affairs and International Trade.



***Armed Conflict and Natural Resources:
The Case of the Minerals Sector
Jason Switzer, International Institute for
Sustainable Development***

Policy Recommendations Summary:

- Companies need to address the underlying roots of insecurity and investment risk.
- Firms which develop the capacity to engage in proactive conflict management (seeking to alleviate or resolve the sources of social tension) can maintain a competitive advantage against rivals with higher risk tolerances and lower reputation vulnerability.
- Host governments can reduce mining-related conflict through a commitment to consistently apply social and environment regulations and reinvest royalties in social programs benefiting the people affected by the mining project.
- The mining company's home country can take action by: briefing company staff on the political situation in the country; working with other governments to set international standards for company conduct abroad; and partner with companies in development cooperation initiatives.
- Negative measures such as sanctions and 'naming and shaming' could be balanced with inducements such as tax incentives for community investment or public praise for exemplary conduct.
- NGOs can monitor and 'sanction' the activities of companies, insurgents and governments; assess conflicts and provide early warning and insight; convene adversaries in dialogue; and build community and company capacity for conflict management.

These recommendations were prepared by the International Institute for Sustainable Development on the basis of a workshop organized with the Mining and Minerals

for Sustainable Development Project and the International Institute for Strategic Studies, July 11, 2001.

***From Good Intentions to Good Practice:
The G8 and New Conflict Prevention
Initiatives for Africa***

Policy Recommendations Summary:

- G8 leaders and their respective governments should lead by example and "mainstream" conflict prevention and gender into their domestic, foreign and international trade policies.

Conflict Prevention:

- The G8 should institutionalize the Conflict Prevention Officials' Meetings in order to create a "culture of prevention" that would prevent further conflict from disrupting the G8 Action Plan for Africa.
- The G8 should re-examine the Action Plan for Africa with a conflict prevention lens, taking particular note of the trade and investment sections. Domestically, the G8 governments should lead in applying conflict prevention to their trade and development policies.

Gender

- The G8 members should develop a streamlined monitoring and assessment system capable of generating long-term evaluations from a gender perspective for their development, conflict prevention and post-conflict reconstruction projects and programs.
- G8 members need to overcome the 'cultural' idea that African men can speak for African women. G8 countries need to design projects in consultation with African women to determine their needs, concerns and capabilities.
- G8 members can support gender mainstreaming with national governments particularly in post-conflict societies, by offering assistance to information



dissemination, the mobilization of public opinion, and through the provision of expertise, financial assistance, training and other operational activities. The reluctance of post-conflict governments to address women's concerns can be overcome through the financial and technical support of women's groups.

Disarmament, Demobilization and Reintegration

- The G8 should evaluate the impact of the disarmament, demobilization and reintegration of combatants on the peacebuilding process and programs. These programs should take into account, with the help of women's organizations, the specific needs, experiences and capacities of female ex-combatants and war widows. G8 members should ensure HIV/AIDS prevention programs are integrated into demobilization strategies and programs.

Corporate Social Responsibility

- The G8 can encourage its members to make clear distinctions between peace and conflict zones. In peace zones, the G8 and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) member states can harmonize voluntary codes of conflict for corporations, using incentives such as tax cuts and voluntary standards. An international and independent body of experts could conduct fact-finding missions for corporations with foreign operations and provide context-specific advice on conflict prevention considerations.
- In conflict zones, the G8 can devise a set of legal regulations for the conduct of corporations already operating in conflict zones. An international body working with

home and host governments and regional organizations can monitor compliance. Penalties for violation would be determined and enforced by the home country.

- The G8 countries can discourage initial investment in conflict zones with legislation similar to the OECD's Convention on Bribery, requiring signatories to outlaw violations by companies operating in signatory jurisdictions.

These recommendations were the result of a policy options paper prepared by John Kirton, Gina Stephens and Kristiana Powell of the G8 Information Centre, University of Toronto (March 2002).

*The G8 and African Renewal Symposium
Athabasca University and the International
Centre, University of Alberta*

Policy recommendation summary:

- The present global power relationships between donors and recipients must be transformed in the context of a New International Economic Order which would foster a true partnership between African countries and the global community.
- Good political governance requires a long-term commitment to support democratic mechanisms of political legitimacy.
- Good economic and corporate governance requires a new culture of management that eschews corruption and promotes corporate responsibility and accountability.
- Supporting peace and security initiatives on the African continent, including conflict prevention, and Human Security are important to African renewal. Conflict breeds poverty, displacement, refugees and social exclusion.



- Support for Africa renewal requires a long-term commitment to human and social development, including education, health and information and communications technologies.
- A necessary commitment to support African initiatives to implement compulsory, equitable and affordable education for both male and female children is needed.
- Basic health needs to be supported as fundamental to the success of NEPAD and the G8 Africa Action Plan. Public education is particularly needed to support the prevention and spread of communicable diseases such as malaria, tuberculosis and HIV/AIDS.
- Information and communications technologies need to be promoted both in the context of e-commerce and the new economy and democratic accessibility of governments to their citizens.
- Fair and affordable strategies to address the issue of land reform are necessary.
- The G8 needs to demonstrate a clear commitment to assist African governments with pressing infrastructure needs, in the areas of road, rail, air and information and media technologies.

- African governments need firm commitments of support to ensure development/renewal in key sectors including industry, energy and agriculture.
- G8 leaders can establish a strategic fund to help build bilateral and multilateral communities engaged in policy-relevant research.

The G8 and Africa Renewal Symposium (March 22–23, 2002) involved one hundred people who met at the University of Alberta in Edmonton for over two days to share insights and perspectives on the G8, the New Partnership for Africa's Development, and the G8 Africa Action Plan. The keynote speaker was Dr. N. Dlamini Zuma, South Africa's Minister of Foreign Affairs. The report was prepared by Malinda Smith.

Copies of these reports are available on request. The proceedings of the National Forum on Africa are available in online video format at www.ecommons.net/ccfpd-africa.





Policy Development Update on Canada—Africa Relations

Africa Action Plan

G8 Personal Representatives for Africa (APRs) have completed five of six planned meetings for the development of the Africa Action Plan: London (October), Addis Ababa (December), Cape Town (February), Dakar (April), Maputo (May).

Canada Fund for Africa

In the budget tabled on December 10, 2001, the Government of Canada announced the creation of a \$500-million fund to support the G8 Africa Action Plan and the New Partnership for Africa's Development (NEPAD).

The Prime Minister's Commitment

From April 3 to April 13, 2002, Prime Minister Jean Chrétien visited Africa. The visit provided an opportunity for the Prime Minister to speak with African partners about the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and the G8 response. During his visit, the Prime Minister met with African heads of government, members of civil society, business representatives, and youth. The Prime Minister continues to reaffirm his commitment that Africa remain a principal focus of the Kananaskis Summit. He has also committed to increase Canada's development assistance by at least eight percent each year for the coming years.

Outreach

Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade (SCFAIT)

SCFAIT is expected to table its report on Summit priorities in Parliament in June. In preparing its report, the Committee conducted hearings across the country.

Civil Society Outreach

Individual reports from over 25 outreach meetings across Canada are being posted progressively on the G8 website. Reports can be viewed at www.g8.gc.ca/consults/infoshare/reports-e.asp.

Examples include:

- Conference on the New Partnership for Africa's Development (Edmonton: March 23, 2002);
- University of Toronto's bilingual online course on the G8 and the Kananaskis Summit: www.g8.utoronto.ca/g7/g8online/index.html (May to August 2002);
- Roundtable on the Integration of Women in all aspects of the New Partnership for Africa's Development, organized by the Canadian and African Business Women's Alliance (CAABWA) (Montreal: May 6 and 7, 2002);
- Youth Roundtable on Kananaskis G8 Summit Priorities, facilitated by EDGE (Education and Development in a Global Environment): www.chebucto.ns.ca/%7Eecoegypt/edge/mainE.html (Halifax: May 11, 2002).

CIDA Outreach Fund

The demand for funds from CIDA's \$500,000 Outreach Fund to increase awareness and promote dialogue on principles of the NEPAD in Africa has been high; the original Fund is nearly exhausted. In view of its success, CIDA is currently considering a second phase of the Fund. The Fund is for proposals from African civil society.

CIDA Outreach Event, Montreal: "Canada and Africa: A New Partnership"

The May 4-5 Outreach event in Montreal brought together over 500 African and Canadian members of civil society, including the private sector, to discuss and raise awareness of the NEPAD. Susan Whelan, Minister for International Co-operation, hosted the event. Additional information on CIDA's NEPAD outreach activities can be obtained on the CIDA website (www.acdi-cida.gc.ca). Information will also be posted on the current \$500,000 Outreach Fund.

PARTICIPANTS

National Forum/Forum national

TORONTO

- Percy Abols**
DFAIT
- Howard Adelman**
York University
- Jean Augustine, M.P.**
Etobicoke-Lakeshore
- Keith Aird**
DFAIT
- Laura Barnett**
University of Toronto
- Nancy Bennett**
Developing Countries
Farm Radio Network
- Bruce J. Berman**
Queen's University
- Mary Lynne Bratti**
University of Toronto
- Stephen Brown**
University of Toronto
- Leigh Brownhill**
University of Toronto
- Cornelius Chipoma**
University of Toronto
- Esther Copland**
Canadian and African
Business Women's Alliance
- Wesley Cragg**
Transparency
International Canada
York University
- Hevina Dashwood**
University of Toronto
- Francis M. Deng**
UN Secretary General's
Special Representative
on Internally
Displaced Persons
- Kathryn Dunlop**
CIDA
- Inez N. Elliston**
Building the Bridges
to Prosperity
- Azim Essaji**
University of Toronto
- Dickson Eyoh**
University of Toronto
- Michelle Ell**
CPAR Canada
- Marc Epprecht**
Queen's University
- Chris Fomunyoh**
National Democratic
Institute
- David Gallagher**
Oxfam Canada
- Lansana Gberie**
University of Toronto
- Dorothee Gizenga**
Canadian and African
Business Women's Alliance
- Anne Goodman**
- Christopher Gore**
University of Toronto
- Rhoda E. Howard-
Hassmann**
McMaster University
- John Hay**
Consultant
- Gerald Helleiner**
Munk Centre for
International Studies
- John Higginbotham**
Assistant Deputy Minister
DFAIT
- Fathy Ibrahim**
CUSO
- Amami El Jack**
York University
- Vuyiswa Keyi**
Canadian and African
Business Women's Alliance
- Nola Kianza**
Canadian Alliance for
Business in South Africa
- Paul Kingston**
University of Toronto
- Martin Klein**
University of Toronto
- Tieku Thomas Kwasi**
University of Toronto
- Joe Leberer**
Doctors Without Borders
- Ken Luckhardt**
Canadian Auto Workers
(CAW-Canada)
International
- Emmanuel Mankumah**
Canadian Feed The
Children (CFTC)
- Linda Mastalir**
- Patricia L. McCartney**
Munk Centre for
International Studies
- Julie McLaughlin**
World Bank
- Kirsten Mercer**
University of Toronto
- John Mihevc**
KAIVOS: Canadian
Ecumenical Justice
Initiatives/Initiatives
canadiennes oecumeniques
pour la justice
- Ismael Musah Montana**
York University
- John Mwaniki**
Development Innovations
and Networks Zimbabwe
- James Orbinski**
Munk Centre for
International Studies
- Sangita Patel**
University of Toronto
- Wendy Phillips**
World Vision Canada
- Kristiana Powell**
University of Toronto
- Paul Puritt**
Canadian Labour Congress
- Aly-Khan Rajani**
University of Toronto
- Stephen Rockel**
University of Toronto
at Scarborough
- Mirabelle Rodriguez**
Foundation for
International Training
- Frank Ruddock**
DFAIT
- Richard Sandbrook**
University of Toronto
- John Saul**
York University
- Mark Schacter**
Institute On Governance
- Richard Simeon**
University of Toronto
- Chantal Schryer**
IDRC
- Michael Sinclair**
- Joan Simalchik**
- Ian Spears**
University of Windsor
- Howard Stein**
Roosevelt University
(Chicago)
- Janice Gross Stein**
University of Toronto
- Bernard Taylor**
Partnership Africa Canada
- Claire Tsolkas**
University of Toronto
- Oldrich Tuma**
Institute of
Contemporary History
Prague, Czech Republic
- Deborah Turnbull**
Canadian Manufacturers &
Exporters and Canadian
Council on Africa
- Terisa Turner**
University of Guelph
- Art Van Seters**
Presbyterian World Service

Robin Wettlaufer DFAIT	Chantal Blouin Institut Nord-Sud	Joshua B. Forrest University of Vermont	Jean-Paul Kimonyo Consultant PNUD	Pierre-François Mercure Université de Sherbrooke
Tim Wilbur University of Toronto	Bonnie Campbell UQAM	Sandra Friedrich UQAM	Cornéliu Kirjan Ministère des Relations internationales du Québec	Louise Mill DFAIT
Owens Wiwa AFRIDA	Elizabeth Cobbett formerly CUSO	Gaétane Gascon Consultante	Robert Kirke Canadian Apparel Federation	Célestin Monga World Bank
Ellen Wright G8 Summit Africa Action Plan Office DFAIT	Yvan Conoir Centre Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix, Montréal	Geneviève Gasser CIDA	Bogumil Koss Université Laval	Henry Mooney DFAIT
Aaron Yarmoshuk CPAR-Canada	Nabé-Vincent Coulibaly CEGEP de St-Hyacinthe	Raymond Genesse Oxfam, Canada	Suzanne Laberge Centre Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix, Montréal	Paul Morton Forum of Federations
MONTREAL	Jocelyn Coulon Centre Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix, Montréal	Myriam Gervais Université McGill	Jacques Labonté Organisateur communautaire/coopérant au Mozambique	Charles Mugiraneza Alternatives
Percy Abols DFAIT	Jonathan Crush Queen's University	Francine Godin Consultante	Lucie Lamarche UQAM	Edith Mukakayumba McGill University
Akouéte Akakpo-Vidah Centre droits et démocratie	Christian Deblock UQAM	Allison Goebel Queen's University	Ariane Lafortune UQAM	Pascal Mukondé Espace à venir
Eugénie Rokhaya Aw-Ndiaye Consultante	Hélène Delisle Université de Montréal	Robert J. Gordon University of Vermont	Jean Lapointe Fédération du travail du Québec	Françoise Nduwimana Centre Justice et Foi
Amadou Papa Ba UQAM	Mustapha Diouf University of Vermont	Claudie Gosselin Canadian Council for International Development	Marie-Nathalie Leblanc Concordia University	Francine Néméh AQOCI
Rémi Bachand UQAM	Daniel Dos Santos University of Ottawa	Rémi Gosselin Ministère des Relations internationales du Québec	René Le Clere Fondation Paul Gérin-Lajoie	Pauline Ngirumpatse UQAM
Sylvie Bélanger Consultante	Kathryn Dunlop CIDA	Pascale Hatcher UQAM et McGill University	Jacques Lévesque UQAM	Dan O'Meara UQAM
Djemila Benhabib UQAM	Myron Echenberg McGill University	Gerry Helleiner University of Toronto and Munk Centre for International Studies	Alex Macleod UQAM	Dieudonné Ouédraogo Centre national des recherches scientifiques, et technologiques, Burkina Faso, et Université de Montréal
Naima Bendris Université de Montréal	Elizabeth Elbourne McGill University	Robert Hazel Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI)	Gazibo Mamadou Université de Montréal	Echraf Ouédraogo University of Paris I
Martine Bernier Save the Children's Fund	Aziz S. Fall McGill University, et Université du Québec à Trois Rivières	Kim Joslin DFAIT	Rohinton Medhora IDRC	Lucie Pagé Journaliste
Pierre Bigras Observatoire de l'Afrique centrale (OBSAC)	Marie-Madeleine Farma Université de Sherbrooke	Molly Kane Inter Pares		The Honourable Denis Paradis, M.P. Secretary of State (Latin America and Africa) (La Francophonie)
Serge Blais Développement et Paix				

Sylvie Perras
Inter Pares

Denise Perron
Ministère des relations
internationales du Québec

Emilie Potvin
DFAIT

Paul Puritt
Canadian Labour Congress

Nemer Ramdam
Ministère des Relations
internationales du Québec

Jean-François Rioux
UQAM

Micheline Roberge
Ministère de l'Éducation
du Québec

Chantal Rondeau
UQAM

Étienne Rusimira
Observatoire de l'Afrique
centrale (OBSAC)

Gerd Schönwälder
IDRC

Gwen Schulman
Groupe de recherche et
d'initiative pour la
libération de l'Afrique

Alain Scrosati
Secrétariat à l'aide
internationale du Québec

Michel Sungwa

Nancy Thede
Centre droits et démocratie

Denis Tougas
Entraide missionnaire

Meredeth Turshen
Rutgers University

Brigitte Vaillancourt
UQAM

Ellen Wright
G8 Summit
Africa Action Plan Office
DFAIT

Anne-Sidonie Zoia

SAINT JOHN

Vida Ansong-Danquah

Barry Bartmann
University of PEI

Tamara Beateay
UNB Saint John

Steve Benedict
Canadian Labour Congress

Percy Abols
DFAIT

Kevin Bonner
UNB Saint John

Jim Brittain
UNB Saint John

Mary Brodkorb
UNB Saint John

Thomas J. Condon
UNB Saint John

Brent Cruickshank
UNB Saint John

Suzanne Dansereau
Saint Mary's University

Kylee Desilets

Don Desserud
UNB Saint John

Shiraz Dossa
St. Francis Xavier
University

Rachelle Dupuis
UNB Saint John

Mark Driscoll
UNB Saint John

Kathryn Dunlop
CIDA

Hossein Euzaidi

Joanna Everitt
UNB Saint John

Angela Gallant
UNB Saint John

Harold Godsoe
EDGE
Canada World Youth/
Jeunesse Canada Monde

Elizabeth Gorman

Sol Guy
Global Hip Hop
Ambassador

Michael Hanrahan
Irving Oil Limited

John Harker
Dalhousie University

Virginia Hill
UNB Saint John

Idee Inuagudor
UNB Saint John

Erimor Jacob
UNB Saint John

Muriel Jarvis
Family Services Saint John

Leslie Jeffrey
UNB Saint John

Liss Jeffrey
University of Toronto

Jocelyn Knoester
Canada World Youth/
Jeunesse Canada Monde

Chen Li

Xin Lin

Huei Lin Liu

Robert MacKinnon
UNB Saint John

Wendy Mayimele
Acting High Commissioner
South African High
Commission in Canada

Chris McCarville
UNB Saint John

Roly McIntyre
Liberal Riding Association

Charles McEvoy
RCS Netherwood

Kathryn McGuire
UNB Saint John

Rob Moir
UNB Saint John

Donath Mrawira
UNB Fredericton

Obed Nkuzimana
UNB Saint John

John Noddin
Multi Cultural Association

Francis Noel

Janice Noel
UNB Saint John

Angela Odei
YM-YWCA

Gerry Ohlsen
DFAIT

Ada Onuora

Paul Perret
EDGE
Canada World Youth/
Jeunesse Canada Monde

Phyllis Power
UNB Saint John

Neil Ridler
UNB Saint John

Wendy Robbins
UNB Fredericton

Louisa Seales
UNB Saint John

Jessie Sagawa
UNB Fredericton

Crystal Shaw

Meghan Starkey

Eric Teed
Saint John City Council

Rebecca Tiessen
Dalhousie University

Brian Tennyson
University College
of Cape Breton

Andrea Thornton
UNB Saint John

Peter Turner
Saint John Port Authority

Jennifer Urquart
UNB Saint John

Raj Venugopal
Department of
Intergovernmental
Affairs, Government of
New Brunswick

Jamie Warr
NBCC

Elsie E. Wayne, M.P.
Saint John

Elizabeth Weir, M.L.A.
Saint John South

Robert Whitney
UNB Saint John

Ellen Wright
G8 Summit
Africa Action Plan Office
DFAIT

Yu Xyng

Lily Zhang

Cheri Zhao

VANCOUVER

- Clement Abas Apaak**
Simon Fraser University
- Percy Abols**
DFAIT
- Arthur-Martins Aginam**
Simon Fraser University
- Dale Albertson**
Canadian Food for the Hungry
- Benjamin Ainsworth**
Ainsworth Jenkins Holdings Inc.
- Karen Ameyaw**
Simon Fraser University
- Robert Anderson**
Simon Fraser University
- Helen Augustin**
Simon Fraser University
- Peter Bazovsky**
Vancouver Association for Survivors of Torture
- John Bell**
Honourary Consul, Côte d'Ivoire, Former Ambassador to Côte d'Ivoire, Niger, Mali and Burkina Faso
- Wayne Bremner**
Mennonite Central Committee
- Dawitt Bulcho**
Vancouver Association for Survivors of Torture
- James Busumtwi-Sam**
Simon Fraser University
- Shannon Caldwell**
Vancouver Association for Survivors of Torture
- Nalda Callendar**
National Congress of Black Women
- David Clayton**
Industrial Cooperation Consultants Ltd.
- Vance Culbert**
Emergency Medical Relief Programs
- Ruben Delmuro**
Langara College
- Francis Deng**
UN Secretary General's Special Representative on Internally Displaced Persons
- Kathryn Dunlop**
CIDA
- Verona Edelstein**
Former Ambassador to the Democratic Republic of Congo, Madagascar and the Comores, Former High Commissioner to Tanzania and the Seychelles
- Margaret Floyd**
Canadian Business for Social Responsibility
- June Francis**
Simon Fraser University
- Jocelyn Fraser**
De Beers Canada
- Patsy George**
United Nations Association in Vancouver
- Rhonda Gossen**
University of British Columbia
- Dexter Hirabe**
Simon Fraser University
- Jennifer Hyndman**
Simon Fraser University
- Kim Jawanda**
Terrahousing Consultants Ltd.
- Liss Jeffrey**
University of Toronto
- Terry Jones**
DFAIT
- John Kay**
Columbia Foundation
- Myna Khan**
Canadian Business for Social Responsibility
- Joel Knockaert**
CIDA
- Duncan Knowler**
Simon Fraser University
- Cyrus Koshami**
Langara College
- Raymond Leclair**
Canadian Network for International Surgery
- Marc Lee**
Canadian Centre for Policy Alternatives
- Brian Long**
Commonwealth of Learning
- Eamonn Lynch**
Simon Fraser University
- Ron MacIntosh**
DFAIT
- Maureen Maloney**
University of Victoria
- Jonathan Manthorpe**
Vancouver Sun
- David Manz**
Dawnor Water Treatment Technologies Ltd.
- Keith Martin, M.P.**
Esquimalt-Juan de Fuca
- Mashipu Mathy**
Lawyer
- Kambale Mwami Masinda**
Foundation Lazare
- Mambo Masinda**
Bilingual Counselor, MOSAIC and Consultant, Africa Development and Information Centre of Northern BC
- Mbonne Mboneko**
Vancouver Association for Survivors of Torture
- Dawn McLean**
Consultant
- Sally McLean**
University of British Columbia
- Frances McQueen**
Vancouver Association for Survivors of Torture
- John Mills**
University of British Columbia
- David Moore**
Africa Community Technical Service
- Lama Mugabo**
University of British Columbia
- Neda Murray**
Nurse, African Clinics
- Vis Naidoo**
Commonwealth of Learning
- Romuald Pinda**
Vancouver Association for Survivors of Torture
- Rosemary Poole**
Institute for Media, Policy and Civil Society
- Catherine Price**
Simon Fraser University
- Chris Roberts**
Africa Direct West and Publisher, African Access Magazine
- Frank Ruddock**
DFAIT
- Jennifer Simons**
University of British Columbia
- Olanrewaju Smith**
IDRC
- Richard Splane**
University of British Columbia and Consultant, Social Policy
- Wisdom Tettey**
University of Calgary
- Jennifer Tucker**
Okanagan University College
- Paul West**
Commonwealth of Learning
- Jesse Wood**
Simon Fraser University
- Don Wright**
Amnesty International
- Ellen Wright**
G8 Summit Africa Action Plan Office DFAIT